Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 22 AVRIL 1976
n° 167 1,50 F
Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

7e PLAN : Redéploiement contre les travailleurs

voir p9

Editorial

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR INSULTE ET MENACE LES TRAVAILLEURS

Poniatowski vient d'ajouter à sa longue expérience de l'abjection un nouveau titre. Du haut de la tribune de l'Assemblée Nationale, hier, crachant sa haine de classe contre les ouvriers immigrés, nos frères de classe, le ministre fasciste a insulté tous les ouvriers, en traitant les étrangers de criminels.

Affolé devant la lutte des travailleurs de Sonacotra, devant leur détermination, le gouvernement a frappé dans une répression insensée, il a expulsé seize travailleurs. Aujourd'hui, il fait donner Poniatowski pour calomnier les ouvriers des foyers Sonacotra, pour essayer d'enrayer la vaste solidarité, la vaste lutte qui monte pour les défendre.

C'est la recherche éperdue de la division entre travailleurs français et étrangers qui explique les propos racistes du ministre de la police. Dans ce but, il n'hésite pas devant la bassesse : il monte une manipulation en comparant le chiffre des immigrés dans la population : 7,7 % et leur chiffre dans les prisons : 18 %. Alors qu'au contraire, une récente étude montrait précisément que les étrangers en France sont plus souvent et plus lourdement punis que les Français, alors qu'ils sont moins souvent et moins lourdement délinquants !

Il omet de dire que si les immigrés sont autant en prison, c'est que les juges racistes, pour la moindre broutille, le vol d'une bouteille de lait par exemple, les jettent en prison. Qu'ils sont systématiquement mis en détention provisoire par des juges bourgeois haineux.

Mais la caractérisation de nos frères immigrés comme des criminels n'est pas fortuite. Elle vient s'inscrire dans un plan d'ensemble. Hier encore, Chirac inaugurait le «comité pour l'étude de la violence». Chaque jour nous apporte sa part de campagne «sur la sécurité des Français». Des lois nouvelles sont prises pour renforcer les condamnations, pour accroître des pouvoirs policiers déjà insensés. Poniatowski vient même d'annoncer que, dans les manifestations, les CRS seraient «plus fermes».

Il s'agit de tout mélanger, de faire passer les ouvriers pour des criminels. Délinquants, les postiers de Paris Brune qui viennent de subir l'intervention des flics, à peine deux heures après leur décision de se mettre en grève ! Délinquant, ce chômeur de Dammarie-les-Lys dont on a saisi mardi, les meubles avec cinq cars de CRS !

Mais, en même temps qu'elle voudrait maquiller les luttes en violence criminelle, la bourgeoisie montre pourtant, par les attaques répressives systématiques qu'elle déploie, l'ampleur de son affolement.

Plus que jamais, face à ses attaques, face aux libertés élémentaires que le libéralisme giscardien foule aux pieds, la classe ouvrière, les masses populaires doivent se défendre pied à pied.

La manifestation de samedi, à Barbès, organisée par la coordination des foyers Sonacotra, sera une riposte cinglante.

P. LEFORT

TRI POSTAL PARIS-BRUNE

CONTRE LE DEMANTÈLEMENT LA GREVE

P.4

Mardi, à Paris Brune, contre le démantèlement du centre de tri, les postiers se mettent en grève et bloquent les grilles.

Hier matin, Poniatowski envoie ses flics contre les postiers en lutte. Il faut que les centres se mobilisent !

Au poste de nuit de mardi à mercredi, au centre de tri de Paris-Brune, la section chargée de trier le courrier vers les Yvelines apprend qu'elle doit monter du 4e au 6e étage, c'est-à-dire à la section «Hauts-de-Seine». Les postiers ont compris : un tournant décisif est pris dans la politique de démantèlement des centres de tri !

Jusqu'à présent, les manœuvres insidieuses prévalaient : par le non remplacement des auxiliaires, la mutation des appelés de retour du service, la mutation directe de ceux qui passent les concours...

ACCIDENTS DU TRAVAIL

REFORME EN TROMPE L'OEIL

Hier matin, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi sur la sécurité du travail. De ce projet annoncé à grand renfort de publicité, qu'en est-il exactement ? Améliorer la formation des ingénieurs, enseigner dès le primaire des rudiments de sécurité du travail, revoir la conception des futurs locaux industriels, «adapter mieux les sommes payées proportionnellement aux risques réels», pouvoir interdire, pendant un temps, «la même fonction dans l'entreprise au responsable», améliorer le système d'amendes, voilà les grands traits de cette «réforme».

De cet ensemble se dégage en toute netteté le point de vue de la bourgeoisie : elle veut en faire une question d'éducation et de moralisation du patronat, elle résoud l'ensemble à une simple affaire de barèmes et de spécialistes. Face aux aspirations des travailleurs, à leur remise en cause de l'organisation capitaliste du travail, ni ce projet, ni les menaces meront les travailleurs, ne pourront faire oublier les luttes qu'ils ont engagées à Ferodo, Usinor Dunkerque, Liévin, ni empêcher les combats qui se préparent.

voir p.3

Cisjordanie :

SOULÈVEMENT CONTRE L'OCCUPANT SIONISTE

L'assassinat de deux patriotes, dont un enfant de six ans à Ramallah n'a pas entamé la combativité du peuple palestinien, bien au contraire. Les grèves d'étudiants et de commerçants continuent dans les principales villes de Cisjordanie, de violents affrontements avec les forces d'occupation ont eu lieu. A chaque fois, le drapeau palestinien a été hissé par la population.

voir p.8

Malgré la répression sioniste, le drapeau palestinien flotte sur plusieurs villes, en Cisjordanie

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon
OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? -8-

LES OUVRIERS AGRICOLES

Que pensent les ouvriers agricoles du problème viticole ? Quelle a été leur participation aux grandes manifestations du 5 février et du 3 avril dernier ? Que pensent-ils du 29 avril, journée du grand rassemblement unitaire à Montpellier ? Leurs revendications sont-elles prises en compte ? Autant de questions dont les réponses ne peuvent être vérifiées que sur le terrain au cours des manifestations viticoles ou sur leurs lieux de travail.

Leur présence dans les manifestations n'a jamais constitué le gros des troupes et il n'est pas rare de parcourir des rassemblements pendant des heures et de discuter avec des dizaines de viticulteurs sans jamais rencontrer un seul ouvrier agricole. Pourquoi ? Nous sommes allés chercher la réponse auprès de plusieurs d'entre eux, notamment auprès d'un groupe de vieux et jeunes travailleurs d'un grand domaine.

DES OUVRIERS AGRICOLES DANS UN GRAND DOMAINE

Il est midi, il a plu toute la matinée, nous entrons dans un domaine près de St Thybéri dans l'Hérault, à cette heure, les ouvriers font la pause pour le repas. L'accueil est chaleureux ; au cours des précédentes vendanges, nous avons, pour le plupart, eu l'occasion de nous rencontrer. La majorité est constituée de travailleurs espagnols depuis longtemps en France. Tous ne parlent pas couramment le français mais le comprennent ; comme la réciproque n'est pas vrai, nous discutons en français, chacun s'exprime, certains traduisent. A 13 H le travail doit reprendre et tous ont beaucoup à dire et ils n'en ont pas tous les jours l'occasion.

«Ici, les moins payés sont au coefficient 125, c'est-à-dire 8,40 F de l'heure avec deux litres de vin par jour, explique le chef de «colle» (1), *et les plus payés sont les tractoristes au coefficient 140, 9,40 F de l'heure, avec trois litres de vin ; moi je suis au coefficient 135 et je travaille pour le même patron depuis 1957».*

Le domaine fait 400 000 pieds soit environ 100 hectares, bien évidemment le propriétaire n'est pas viticulteur, c'est un avocat retraité qui en a hérité, il le fait travailler par un régisseur, comme ses autres propriétés. Un million de pieds au total.

«Vingt ans en arrière, nous étions quinze pour travailler 200 000 pieds, puis les deux propriétés d'ici ont été regroupées et aujourd'hui, nous sommes treize pour 400 000 pieds. C'est ça la mécanique» explique un vieux travailleurs bientôt à la retraite.

(1) : équipe

«Oui, mais la mécanique ne marche pas toute seule» précise un ouvrier espagnol.

La taille reste manuelle et occupe quatre mois de l'année ; malgré la déchausseuse, les pieds de la vigne doivent être faits à la pelle.

«Avant, on faisait les pieds de souche en février et mars, maintenant, ça dure jusqu'en avril ; s'il y avait un manque, on le remplaçait, aujourd'hui ce n'est pas à un près. La vigne n'est plus travaillée avec le même soin qu'avant». (Un «manque» est un pied de vigne mort qu'il faut remplacer. NDLR).

«Tous les jeunes pieds doivent être soutenus par un piquet sinon ils ne tiennent pas droit, ajoute l'un des tractoristes, *maintenant, c'est le tracteur qui les aligne au passage».*

En effet, dans les grands domaines, une seule loi : le rendement maximum. Les ouvriers ne chôment pas : un quart d'heure de pause entre 8 H et 12 H (la buvette) et il faut reprendre de 13 H à 17 H. La pluie n'est pas un obstacle, le régisseur leur donnera de quoi s'occuper à la cave, en les quittant, nous verrons certains avec des pinceaux et de la peinture.

«Nous demandons que tous les jours de fête nous soient payés double, comme le lundi de Pâques, par exemple, il ne nous est pas payé, et il y a deux ans, on avait deux jours de repos après les vendanges, on ne les a plus».

«NOUS NE VOULONS PAS SOUTENIR NOS PATRONS»

Les manifestations ? Aucun d'eux n'y est allé. *«A chaque manifestation, le patron nous paie la demi-journée pour y aller, nous avons d'autres choses à faire que d'aller les soutenir. Aller travailler nos quelques pieds de vigne, pour ceux qui en ont, ou faire du travail au noir pour ajouter aux 1 400 F du salaire»,* disent plusieurs travailleurs. *«Et puis, en plus de ça, comme vous le voyez, de nombreux travailleurs sont immigrés, espagnols, portugais, marocains ou algériens, alors pas question de risquer de se faire expulser comme c'est déjà arrivé, il y a quelques années à Béziers».*

—Le Quotidien du Peuple : Mais vous considérez tous les viticulteurs comme des patrons, même ceux qui exploitent un seul ouvrier ?

—La réponse est unanime : *«Dès qu'un viticulteur emploie un ouvrier, c'est un patron». «D'ailleurs, la preuve est vite trouvée, le 1er Mai, chaque année nous déposons un cahier de revendications à la mairie, seuls les petits propriétaires qui rentrent eux-même leur récolte viennent signer».*

La répression syndicale

UNE REALITE QUOTIDIENNE

Un responsable CFDT des ouvriers agricoles de Béziers nous déclare :

«Les ouvriers agricoles étant principalement des travailleurs immigrés, leur première préoccupation est d'être en règle, c'est-à-dire de pouvoir renouveler leur contrat de travail».

«Les syndiqués ne sont pas connus de leurs patrons, ils travaillent surtout dans de grosses campagnes autour de Béziers et sont logés par le patron ; il est donc difficile pour eux de sortir du domaine et d'échapper à la surveillance du patron. Les réunions syndicales se font sous le couvert de manifestations culturelles, sinon nous craignons que la gendarmerie ne débarque. L'an dernier, nous avions deux délégués marocains, ils se sont un peu trop montrés en allant discuter avec des groupes de différents domaines pour les faire adhérer au syndicat et leur expliquer leurs droits. L'un d'eux a été «légalement» expulsé, son contrat n'a pas été renouvelé, et l'autre a été envoyé dans une autre région en lui faisant comprendre qu'il devait se tenir tranquille, sinon... Il y a environ un mois, des marocains sont allés à la préfecture pour négocier leur situation, ils ont été expulsés. La lutte syndicale est donc possible, mais difficile. Les ouvriers syndiqués se tiennent tranquilles dans l'espoir de pouvoir faire venir leur famille. La demande est faite au secrétaire de mairie, suivie par une enquête de l'assistante sociale pour savoir si les conditions de logement sont remplies et par une enquête de la gendarmerie : une véritable enquête policière».

—Le Quotidien du Peuple : Quelle est votre position sur les manifestations unitaires comme celles du 5 février ou du 3 mars ?

—«On ne marche pas à fond dans ce mouvement, c'est trop mélangé. Notre fédération est en désaccord avec la Confédération qui est sur les mêmes positions que la CGT. Pour nous, il y a les gros et les petits, directement exploitants, qui n'exploitent aucun ouvrier agricole. Ceux qui mènent le mouvement agricole aujourd'hui sont nos patrons. Dans la plate-forme unitaire, il y a bien la revendication de la liberté syndicale, mais quand on voit ce que ça veut dire dans la pratique ! Et il y a aussi la répression : qu'un ouvrier immigré soit repéré dans une manifestation et son compte est bon. Par contre alors, d'autres viennent parce que leur patron leur a payé la demi-journée et pour ne pas se l'entendre reprocher le lendemain».

DANS L'AUDE...

Dans le département de l'Aude, les salariés agricoles manifestent aussi une certaine réticence à soutenir l'actuel mouvement des viticulteurs. Pour beaucoup d'entre eux, «un patron est un patron» et ils ne se sentent pas très enclins à lutter pour les défendre.

Ces dernières semaines, des réunions ont été organisées entre représentants des salariés agricoles et membres des comités d'action pour «une meilleure compréhension réciproque». Les dirigeants syndicaux locaux sont très favorables à l'évolution vers une rencontre des salariés viticoles et des viticulteurs. Ceci sur la base d'un élargissement le plus vaste possible du mouvement actuel auquel participent avec les viticulteurs, les syndicats des ouvriers d'industrie, les syndicats enseignants, les artisans, le Cid-Unati... Alors pourquoi pas les salariés agricoles ? *«C'est une région qu'il faut sauver sans compromission sur le fond. Tout le monde doit s'y mettre... Que gagneront les salariés agricoles si la viticulture disparait ?... C'est l'outil de travail qu'il faut sauver !»* dit un responsable syndical qui n'est pas salarié agricole...

INFORMATIONS GENERALES

Projet de loi concernant la prévention des accidents de travail

"DECRISPER ET ECONOMISER"

Un certain nombre de mesures touchant à la prévention des accidents de travail ont été soumises à la discussion du Conseil des Ministres avant d'être présentées plus tard à l'approbation du Parlement.

L'élaboration de ces mesures a été réalisée à la fois dans le cadre du Ministère du Travail et de la Commission Santé et Assurance Maladie du 7e Plan. Dès le 27 février dernier, le gouvernement faisait savoir que ce plan d'action était lié à la réforme de l'entreprise et qu'il était «dominé par l'esprit de prévention». Quelles sont ces dispositions ?

Le texte comporte sept séries de mesures.

- La «formation à la sécurité» : à côté de babioles démagogiques telles que l'enseignement de la sécurité dès l'école primaire, l'initiation à la sécurité pour tout nouvel embauché, l'insertion de cette rubrique dans les programmes des écoles d'ingénieurs, il est prévu que les patrons consacrent des «sommes calculées en fonction des accidents constatés, à la formation prioritaire des membres des CHS».

- Le développement de «la sécurité intégrée» : «l'obligation de sécurité sera prise en charge dès la conception des immeubles et des machines». Cette mesure concernera essentiellement les nouvelles installations (reste encore à savoir dans quelle mesure) et laissera dans l'ombre l'essentiel des usines, déjà existantes.

- L'intervention plus rapide de l'Inspecteur du Travail : l'inspecteur du travail pourra «dresser un procès-verbal, sans être contraint d'envoyer une mise en demeure» comme auparavant. Cette simplification sera-t-elle efficace ? On peut en douter, quand on connait les limites de leur travail, hâtif, trop juridique, leur tendance à se réfugier dans le rôle, intenable, d'arbitre.

- Quelques miettes en ce qui concerne la Médecine du Travail : plus d'enseignants et le ministre pourra retirer son «agrément» à un médecin en cas d'abus. Les représentants du patronat ont refusé que le médecin du travail, soit rémunéré par un organisme paritaire cherchant à garder un contrôle étroit sur ce secteur clé pour la sécurité.

- Dilution des responsabilités du patron. Le projet prévoit bien de renforcer les responsabilités personnelles, mais il y a une nette décriminalisation. Ainsi en cas d'infraction des amendes ou des déplacements de poste sont prévus. Même le salarié sera visé : dans ce cas, le chef d'entreprise pourra prononcer le licenciement !

- Modification du système de cotisations : «les sommes payées seront mieux adaptées aux risques réels, un certain nombre de ristournes» seront accordées «en cas de réel effort de prévention» ! L'amélioration de l'indemnisation des accidentés sera réservée aux seuls accidents par «faute inexcusable» de l'employeur (quelques centaines par an). Dans ce cas de surcroît, la procédure restera interminable ! Pour les autres, rien de plus.

- Enfin, l'habituelle soupe sur la «meilleure association des partenaires sociaux», «la création d'organismes de recherche dans les branches de haut risque» (comprenez le bâtiment), etc...

Comble de cynisme, la Commission Santé du 7e Plan a cru bon de devoir souligner qu'il fallait mener de pair la lutte contre les accidents et contre l'alcoolisme ! En clair, les ouvriers sont responsables !

RÉDUIRE LES COÛTS ET LE MÉCONTENTEMENT

Un accident de travail toutes les six secondes, un mort toutes les quarante minutes, quinze morts par jour, pour une heure 948 accidents déclarés ! Un Liévin tous les trois jours ! Ces chiffres, dramatiques, les luttes qui se multiplient, l'inculpation de nombreux patrons ont projeté, au premier plan et à plusieurs reprises la question des accidents de travail. La remise en cause de l'organisation capitaliste du travail, telle qu'elle s'est exprimée dans de nombreuses luttes, inquiète la bourgeoisie.

D'autre part, pour cette même bourgeoisie, le coût économique des accidents devient, avec l'intensification du travail de plus en plus lourd : 29 millions de journées de travail perdues et 124 millions par les «incapacités permanentes», comme aime à le souligner la CGT. Pour certaines entreprises du bâtiment cela représente jusqu'à 27 % de la masse salariale ! D'autre part, pour le patronat des entreprises les plus touchées, se posent des problèmes de recrutement, de méfiance des clients et des octroyeurs de crédit, etc... Le coût général des accidents de travail en 74 a été de 10,5 milliards de francs. Voilà qui a amené la bourgeoisie à réfléchir, dans le double souci de décrisper la situation sociale et de faire des économies.

PLUS QUE DES RÉFORMES, DES RECOMMANDATIONS

Les différentes mini-dispositions prises auront à se heurter à de nombreuses difficultés dans leur application. D'abord, pour l'essentiel, elles ne s'attachent qu'à la surface des problèmes posés. Quelques cours, quelques amendes, le renforcement de structures qui ont déjà montré leur inefficacité. Ensuite, elles auront du mal à passer dans la vie : on peut compter sur l'immobilisme des patrons et leurs manœuvres pour ne rien faire, ils ont accumulé une longue expérience en ce domaine !

Cette réformette, enfin, ne s'attaque ni au salaire au rendement, ni aux primes diverses, ni au développement de la sous-traitance et de l'intérim. Sa limite fondamentale c'est l'existence d'une organisation du travail fondée sur la course au profit maximum. C'est pourquoi on peut s'attendre à ce que les accidents continuent à augmenter. La «reprise» économique, on le voit déjà, s'accompagne d'une reprise des catastrophes du travail : Donges, PUK, Orogil, Clérieux.

De véritable et efficace lutte contre les accidents, il ne pourra s'en mener que dans une société où la loi du profit sera exclue, où les ouvriers seront associés consciemment à cette lutte, où l'homme sera le capital le plus précieux !

RESTRUCTURATION DANS LE TÉLÉPHONE

SÉGARD DISCUTE AVEC ITT

C'est aujourd'hui que se négocie, au secrétariat d'Etat aux PTT, entre la direction des télécommunications et les représentants d'ITT, la «francisation» d'une des filiales de cette pieuvre multinationale dans le secteur du téléphone. On saura sans doute à la fin de la semaine le résultat de cette négociation. De quoi s'agit-il au fait ?

Il faut d'abord rappeller qu'ITT possède aujourd'hui 43% du marché des centraux téléphoniques, à travers ses deux filiales LMT et la CGCT, qui, toutes deux, fabriquent le système «Metaconta», concurrent du système «AXE» de la firme suédoise Ericsson et du «D10» proposé par les Japonais. A elles deux, LMT et la CGCT réalisent 2,7 milliards sur le chiffre d'affaires total du groupe ITT en France (4,5 milliards).

Le seconde entreprise sur le marché des centraux téléphoniques est la société CIT-Alcatel du groupe CGE (32% du marché). La transaction qui se dénoue aujourd'hui ne concerne pas la CGE, mais Thomson, qu'on trouve partout en concurrence avec elle. En effet, il s'agit du rachat d'une des filiales d'ITT (plus probablement LMT) par Thomson, avec l'aide de l'Etat. Ainsi, le groupe Thomson prendrait sa revanche sur la CGE, qui s'est vue attribuer le monopole dans le nucléaire.

La Thomson entend bien en effet se tailler la part du lion dans le téléphone. Elle a déjà passé un accord avec la firme Ericsson, qui fabrique le système «AXE» et, le rachat de la CGCT ou de LMT lui permettrait, à terme, de prendre une position dominante.

Le marché en jeu n'est d'ailleurs pas négligeable, puisque, dans le cadre du développement du téléphone, 130 milliards d'investissements sont prévus, dont près du tiers pour les seuls centraux.

ITT, pour sa part, acceptera les conditions fixées par le gouvernement, puisqu'elle garde une de ses filiales et les commandes de l'Etat qui continueront de lui être passées, avec le choix de son système, le Metaconta. En définitive, bien plus qu'une «francisation», où Giscard aurait une espèce de rôle «anti-impérialiste», la transaction qui a lieu est un épisode de la guerre entre la CGE et Thomson. Elle n'assure aucune indépendance particulière, puisque les brevets du Metaconta restent propriété d'ITT, bien que le matériel soit conçu en France. D'autre part, ITT, loin d'être évacué du marché, y reste avec des garanties. Enfin, il ne faut pas oublier que, face à l'éventualité d'une arrivée de la gauche au pouvoir, (risques de nationalisation), ITT peut trouver prudent de liquider certains de ses actifs en France.

La transaction entre ITT et Thomson, finalement, concerne le redéploiement capitaliste américain et français. Dans le secteur concerné, les PTT, les travailleurs sont en lutte : ceux de Paris-Brune sont en grève. A Bourgogne-Electronique, du groupe Thomson, les ouvrières se sont battues. C'est la bonne réponse aux plans de restructuration qui lèsent à coup sûr les intérêts des travailleurs.

Paul LEFORT

---

en bref... en bref...

ARMEE : 12 MILITANTS MULHOUSIENS INCULPES

Le 22 janvier dernier, le comité pour la libération des soldats et syndicalistes emprisonnés se réunissait pour préparer un meeting «Six heures contre la répression» qui devait se tenir deux jours après. Un dispositif policier très important bloque les rues alentour et embarque violemment les participants à la réunion. Hier, ils étaient inculpés d'outrage aux forces de l'ordre, de port d'armes et d'inscription sur les murs ! Devant passer en procès le 12 mai, ils nous ont fait parvenir un communiqué dont voici les principaux extraits :

«C'est une machination policière visant à nous discréditer vis à vis de l'opinion publique et à nous condamner pour nos opinions politiques. Nous affirmons que nous n'étions en possession ni de peinture ni d'armes.(...) Il s'agit d'une manœuvre policière pour saboter les six heures sur la répression et le mouvement de solidarité à Mulhouse pour les soldats et militants emprisonnés, au moment où la répression s'accroît dans les casernes.(...) Nous réaffirmons notre soutien aux soldats visés par la répression, ainsi qu'à leur lutte.

Le procès engagé contre nous se situe dans ce contexte général de répression et d'atteintes aux libertés politiques. Pour faire échec à cette provocation d'un pouvoir chancelant, nous appelons à la mobilisation de toutes les forces démocratiques».

Le 12 mai, à 8 h 30, une manifestation se tiendra devant le Palais de Justice de Mulhouse pour dénoncer cette atteinte aux libertés et exiger la levée des inculpations.

13 MEDECINS POURSUIVIS EN JUSTICE PAR L'ORDRE

13 médecins qui refusent de payer leurs cotisations au Conseil de l'Ordre à Toulouse, sont poursuivis par l'Ordre devant le tribunal civil le 15 mai. Un meeting aura lieu le 28 avec la participation du Pr Minkowski.

TROU DANS LA CAISSE

8 millions, c'est le montant du déficit anormal, trouvé dans la caisse de l'office H.L.M. de la ville de Rodez. Une enquête est ouverte.

LUTTES OUVRIERES

PTT Paris-Brune : GREVE CONTRE LE DEMANTELEMENT

suite de la une

Les travailleurs se réunissent immédiatement en Assemblée Générale. Ils demandent au directeur de venir discuter des promesses faites à l'occasion des différentes grèves qui se sont déroulées ces derniers temps. Celui-ci répond par une note où il est signifié que «tout rassemblement de plus de trois minutes est considéré comme fait de grève !»

Les travailleurs répondent sans attendre : ils se mettent en grève, ferment les grilles et bloquent les portes. Quinze camions barrent le boulevard Brune...

La brigade du matin dont une partie arrive à cinq heures et l'autre à six heures n'est pas encore au courant. Ceux de cinq heures décident de tenir une AG à six heures avec la Brigade au complet.

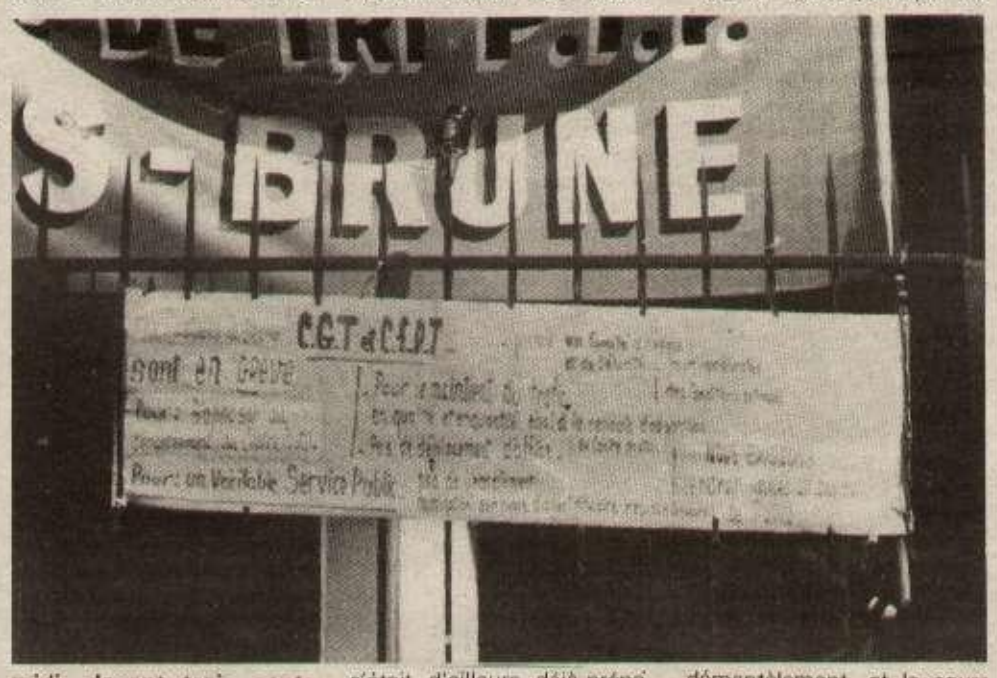
Certains prennent le travail tout de même. Ce n'est pas toute la brigade qui est là à six heures à l'AG, mais plus de la moitié est présente et vote la grève à l'unanimité.

C'est eux qui auront la «surprise» de voir arriver les flics à sept heures. Les postiers les attendaient bien plus tôt, connaissant leur ardeur à charger ouvriers, paysans, étudiants en lutte. Au nom de la «liberté du travail», les flics exigent l'ouverture des grilles. Les postiers les laissent ouvrir les portes. Mais leur présence n'intimide nullement les postiers qui à la fin de l'AG de midi sortiront en scandant «Pas de flics, des effectifs !».

La Brigade B, qui prend à midi arrive à partir de onze heures. Les postiers sont plus mobilisés que ceux du matin, l'information a circulé. A l'AG de midi, devant trois cents personnes, les délégués syndicaux mettent l'accent sur la nécessité d'impulser la lutte contre le démantèlement dans l'ensemble des centres de tri de Paris.

C'est l'enthousiasme, après ce vote unanime de grève, les postiers expriment leur détermination en scandant «Nous voulons, nous aurons satisfaction !».

«On sentait que ça mûrissait... Depuis quelques temps, les gars ont pris conscience qu'il ne fallait plus attendre pour engager l'action. Alors quand est descendue hier, la circulaire sur les mutations de service, les gars ont dit : c'est le moment !» L'administration des Postes s'était, d'ailleurs, déjà préparée à cette riposte énergique des postiers de Paris-Brune vers Austerlitz...



Lancé dès mardi dans la nuit, le mouvement a été renforcé avec enthousiasme à chaque prise de service par les travailleurs des autres brigades : à midi, l'assemblée de la brigade B votait la grève à 100% !

Les postiers de Paris-Brune ont ainsi décidé de porter un coup d'arrêt à la politique bourgeoise de démantèlement des centres de tris. La bourgeoisie est trop pressée de briser ce qu'elle considère être des «foyers d'agitation ingouvernables !» A Paris-Brune, en transférant par étapes le trafic de banlieue (Yvelines et Hauts de Seine) sur les lieux mêmes de distribution dans autant de micro-centres automatisés, c'est 762 travailleurs qui risquent d'être mutés, déqualifiés ou licenciés ! Pour le millier de travailleurs restant, ce seront la suppression de nombre d'avantages acquis dont les repos compensateurs.

Contre cette politique de démantèlement, et le cours brutal que veut lui donner aujourd'hui la bourgeoisie, les postiers de Paris-Brune ont forgé leurs mots d'ordre de lutte : maintien du trafic en qualité et en quantité, augmentation des effectifs, maintien des avantages acquis. Ils montrent la voie d'une lutte offensive contre cette politique et ses conséquences néfastes pour la masse des plus exploités de l'administration des Postes. Les travailleurs des autres centres parisiens, forts de cet exemple, les suivront-ils dans cette voie ? Ceux de Brune les y ont invité, les appelant à tenir des assemblées générales de mobilisation : *«Les uns après les autres, c'est finalement tout le monde qui est visé. C'est tous ensemble qu'il faut riposter, avant qu'il soit trop tard».*

Julien LEBLOND

BAGNOLET : LA MUNICIPALITÉ PCF TENTE DE SABOTER LA RIPOSTE DES FOYERS SONACOTRA

Les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Bagnolet appelaient, avec le soutien d'un certain nombre d'organisations de la ville, à une manifestation unitaire hier soir devant leur foyer pour protester contre les expulsions qui ont eu lieu.

Mais en début d'après midi, le PcF de Bagnolet, la Municipalité et la JC ont annoncé qu'ils se retiraient de ce rassemblement, «estimant que des groupuscules gauchistes de la région parisienne avaient délibérément décidé comme à leur habitude de dénaturer le caractère unitaire et responsable de cette manifestation».

Se targuant de «leur soutien sans réserve depuis le premier jour aux légitimes revendications des résidents», ils distribuaient à l'heure du rassemblement un tract dans lequel ils appelaient à ne pas y participer, expliquant que «du coup, cette manifestation risquait d'être manipulée par les services de Poniatowski et transformée en provocation», et que la seule solution, c'est «solidarité et négociation»... ! Suite à cette trahison, le Comité des résidents du foyer décide dans un communiqué qui sera lu devant une nombreuse assemblée venue apporter son soutien, que «par mesure de sécurité, le rassemblement serait reporté à une date ultérieure». De nombreux travailleurs français étaient présents aux côtés des immigrés du foyer, et c'était une unanime colère qui les animaient contre cette nouvelle trahison des faux communistes du PcF. De tous côtés, ce sont de vives protestations : «ces gens-là, ils n'ont jamais rien fait pour nous, ils n'ont fait que nous tromper et nous trahir», «ce n'est pas nouveau, depuis le début, on sait qu'on n'a rien à attendre d'eux». Tout ce qu'ils veulent, c'est régler au plus vite la lutte des travailleurs des foyers SONACOTRA, en appelant à négocier foyer par foyer comme ils ont tenté de le faire à Allende, et d'un autre côté attaquent les dirigeants de la lutte, le comité de coordination, sabotent les initiatives prises comme hier à Bagnolet.

Cela, un camarade immigré du foyer l'a bien dénoncé après la lecture du communiqué du Comité des résidents. Mais il a insisté surtout sur l'importance de renforcer l'unité des travailleurs français et immigrés et a rappelé l'enjeu de la manifestation de samedi à Barbès.

RECTIFICATIF LIEVIN :

Une grave coquille a faussé le sens d'une partie de l'article paru à propos de la grève à la fosse 4 de LENS le 21/4/76. Il fallait lire : «Dire non aux **Houillères !. C'est exiger la vérité pour les** travailleurs».

Nous présentons nos excuses aux camarades mineurs pour cette grave erreur qui a pris en défaut notre vigilance.

MONTREUIL : LES LYCEENS SOUTIENNENT LA LUTTE DES FOYERS SONACOTRA

Aujourd'hui, les lycéens aspirent à lutter aux côtés de la classe ouvrière. C'est bien ce qu'ont montré des lycéens de Montreuil en organisant un forum au cours duquel ils ont discuté des expulsions des travailleurs du Foyer SONACOTRA de Bagnolet. Car pour ces lycéens, c'est bien le même ennemi qu'ils ont à combattre, comme le témoigne ce lycéen : *«Ceux qui expulsent les travailleurs immigrés aujourd'hui sont les mêmes qui nous mettrons au chômage demain».*

Le problème qui est à l'ordre du jour, c'est d'unir la lutte des travailleurs immigrés et celle des lycéens. Comme l'expliquait un autre lycéen : *«Pour nous, aller voir les travailleurs immigrés, c'est à la fois le moyen de populariser notre mouvement et d'apporter notre soutien à leur lutte». «C'est aussi le moyen de briser l'isolement».* Car briser l'isolement est bien une des conditions de l'unité comme devait le prouver la réflexion d'un travailleur du Foyer de Bagnolet : *«Depuis que des jeunes viennent discuter avec nous au Foyer, on se sent moins isolés, et ça renforce notre détermination à poursuivre la lutte».*

Des questions sont posées quant aux actions qui peuvent unir les travailleurs et les lycéens, comme témoigne ce lycéen : *«Maintenant il faut voir avec les immigrés ce qu'on peut faire ensemble pour porter un coup plus dur au pouvoir».*

«C'est révoltant, qu'on expulse des gars parce qu'ils demandent des conditions de vie potables». «C'est juste qu'ils organisent une riposte, il ne faut se laisser faire».

BOURGEOIS (BESANÇON) : UN PROCES BOYCOTTÉ !

Après les accidents du travail, les salaires les plus bas, les conditions de travail les plus dures, le patron utilise la justice pour briser la résistance des travailleurs dans l'usine. Mercredi, 12 h 15 devant l'usine : des groupes compacts se forment et la discussion s'engage : «Il faut absolument faire quelque chose pour les délégués». «Ce que veut faire le patron, c'est foutre en l'air la section syndicale pour pouvoir avoir les mains libres»...

Bientôt, on s'organise et des voitures descendent 300 travailleurs au centre-ville. De là, une manif va rejoindre le palais de justice aux cris de «A bas la répression patronale». «Des salaires : OUI, des procès : NON». Sur la place St Pierre, à côté du palais de justice, les travailleurs avaient placé une presse en carton grandeur nature avec un enregistrement sonore pris dans les ateliers les plus bruyants de l'usine. Ce qui provoque des attroupements et de nombreuses discussions...

LES «INCULPES» NE SONT PAS ENTRES !

Il est 14 h 30, et «en principe», le procès devrait débuter ! Devant les portes, en plus de la majorité des travailleurs de chez Bourgeois, sont venus les LIP, les travailleurs de la «SIFOP», les travailleurs de l'hôpital... De plus des étudiants en grève (Fac de droit et de Sciences), sont venus apporter leur soutien. La rue du palais de justice est complètement bouchée ! Vers 15 h, les portes s'entrouvrent et quelques dizaines de personnes seulement peuvent entrer. Les flics sont à l'intérieur, armés et casqués, si bien que les quatre inculpés sont toujours dehors à 16 h ! Au bout d'un moment l'avocat de la défense en grande tenue arrive en disant : il faut que les inculpés entrent dans la salle. Aussitôt, les nombreux travailleurs qui étaient autour ont scandé : «les inculpés entreront si la salle est ouverte au public». Une deuxième fois, on ouvre la porte pour demander les inculpés : ceux-ci n'ont pas voulu entrer en voyant qu'on refusait toujours au public de rentrer. A 17 h, les juges, avocats, continuaient de négocier entre eux ; le procès ne s'était pas engagé.

Les gens se sont peu à peu dispersés dans la rue : «Il faut que la prochaine fois nous soyons plus nombreux pour soutenir les inculpés et organiser ce que nous voulons : pas de tribunal à huis clos, pas de répression syndicale». «Non à la justice de classe bourgeoise». Leur réflexion, c'était : attention, patron, dans une semaine ou quinze jours (selon votre «justice»), nous serons là !».

Corr. Besançon

La séquestration du patron en mai 1975

LUTTES OUVRIERES

DBA (drancy)

"FRANÇAIS, IMMIGRES AU COUDE A COUDE CONTRE BENDIX"

Depuis jeudi dernier, l'usine de Drancy (93) du trust Ducellier-Bendix-Air-Equipement est en lutte. Des débrayages de deux heures mardi et mercredi avaient précédé la décision de grève de 24 heures reconductible. «On a profité de la lancée de la journée d'action métallurgie en début de semaine dernière pour poser nos revendications propres à la boîte», disait un des ouvriers grévistes hier matin, au piquet qui, depuis lundi bloque l'entrée (face à l'hôpital Franco-Musulman de Bobigny, dont les étudiants en médecine sont en lutte, également)...

En effet, au départ de l'action, il y a les manœuvres de la direction pour revenir sur les acquis de la grève de décembre.

«ON NE LAISSERA PAS LE PATRON PRENDRE SA REVANCHE !»

C'est ce qu'indiquait clairement un délégué CGT, affairé au piquet avec plusieurs centaines de travailleurs (80 % de grévistes sur 1 500 ; ça chiffre !). «La direction cherche à retourner à son profit l'accord conclu au terme de notre mouvement de décembre. Pour elle, les 2 % d'augmentation en plus de l'indice INSEE et 100 F uniformes obtenus, c'est du «à valoir sur 76». Pour nous, ça a toujours été un simple rattrapage sur 75. Alors on passe à la contre-attaque et on demande la valeur du point uniforme à 14,20 francs et 155 points minimum pour les OS (au lieu de 140 actuel)». Tous les ouvriers présents affichent un enthousiasme encourageant pour l'avenir de la lutte et popularisent leur action à l'arrêt du bus devant l'usine, mais aussi en direction de «L'Union des Brasseries» de Drancy (en grève également) dont les ouvriers les ont rejoints pour une intervention sur les marchés voisins...

«On sent qu'on va vers un durcissement», remarquait un jeune délégué CFDT. La majorité de la fabrication, ce sont des femmes et surtout des immigrés, pour qui cette lutte représente beaucoup : «C'est les premiers acquis de décembre qui nous donnent envie de recommencer à se battre et surtout les idées de peur des licenciements qui reculent. Depuis 72, on est passé de 3 000 à 1 500 ouvriers, presque sans bagarre. L'année dernière, le patron s'est mis à embaucher des intérimaires, des camarades sous contrats : 200, 300... Maintenant on a compris : ça suffit ses histoires ! On veut l'embauche définitive de tous les sous-contrats !» «Tu comprends, m'explique avec passion un ouvrier immigré, le chef nous dit que le travail, c'est pas sûr, qu'il peut pas embaucher pour de bon, mais toute la journée on fait une production double d'il y a six mois !»

NE PAS OUBLIER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

C'est le gros point d'interrogation de cette lutte, le souci surtout des OS de fabrication : «On a peur que dans les discussions la 5e semaine de congés et surtout les conditions de travail ça passe à l'as !», disait un ouvrier CGT, ancien délégué CHS. «Ici, on a des primes de lait, mais la poussière nous abrège la vie et ça, ça n'a pas de prix». «C'est comme ces caisses qui grimpent jusqu'au plafond de la réserve, avec des pièces mécaniques à ras bord, prêtes à nous tomber dessus : il faut profiter de la grève pour en finir avec toute cette «revalorisation du travail manuel» façon Bendix !»

L'UNITÉ POUR LA LUTTE

Français et immigrés, au coude à coude dans l'action, c'est une chose frappante ; chacun avec entrain prend sa place dans le blocage des portes, les plaisanteries, les paroles de haine de classe contre les cadres et une poignée de jaunes qui se planquent, pas fiers du tout, près de la conciergerie... Les prises de parole à l'Assemblée Générale reflétaient le point de vue de la lutte, la volonté de ne pas accepter la fin de non recevoir apportée par la direction au cahier revendicatif : jeudi, les piquets seront renforcés, l'action aussi... «On est résolu à donner tort à ceux qui disent en Seine St Denis qu'à Bendix le patron n'est pas gêné par nos luttes» !

En milieu d'après-midi lors d'une brève entrevue avec la direction, celle-ci acceptait enfin de rencontrer les syndicats ce matin à 9 heures, mais en prévenant tout de suite qu'elle n'acceptera de négocier que sur trois points de la plate-forme revendicative :

- La prime de 100 F

- Le prix du point unique à 14,20 F

- La possibilité pour les travailleurs immigrés rentrant dans leurs pays d'accoler à leurs congés payés tous les autres congés auxquels ils ont droit dans l'année.

En ce qui concerne tous les autres points de la charte revendicative, la direction ne veut rien entendre. A propos des sanctions, il faut préciser qu'un intérimaire actif dans la lutte a déjà reçu une lettre lui faisant savoir que son contrat qui arrive à échéance le 26 de ce mois ne serait pas renouvelé.

Elles sont dures les grèves en Bretagne

A l'abattoir de dindes de la Chaillotine à Corlay (Côtes du Nord), une partie des 25 ouvriers sont en grève depuis quatre semaines. Ils demandent :

- le retrait du licenciement de huit d'entre eux, les uns pour avoir monté une section CFDT, les autres pour s'être mis en grève contre le licenciement des premiers.
- Une augmentation des salaires de 1 franc de l'heure (la moyenne horaire est entre 8,20 F et 8,50 F et il n'est pas rare de voir des paies de 1 100 ou 1 200 F par mois).
- L'application de la convention collective.

La grève est assez significative de la situation des ouvriers des abattoirs de volaille : des salaires et des conditions de travail révoltantes, un patronat ultra-réactionnaire, une répression sauvage (il est très difficile d'y monter des syndicats)... et une haine de classe qui se manifeste spontanément chez les ouvriers.

Le soutien leur permet de tenir le coup : des festou-noz sont organisés, des collectes sur la route, à la sortie des boîtes ; des Comités de Soutien se sont formés pour les soutenir financièrement et populariser leur lutte. Dimanche dernier, avec l'aide d'autres travailleurs et de paysans, ils ont bloqué la sortie des camions...

Corr. St Brieuc

Creusot-Loire

Le chantage patronal ne prend pas

Les travailleurs des ateliers de Creusot-Loire sont en lutte depuis le 17 mars. Les trois ateliers (Forges, Fonderies, Laminoirs) sont bloqués. Devant les portes de l'usine, de multiples panneaux et pancartes accrochés aux grilles rappellent les revendications :

- 8 % d'augmentation avec 200 F minimum.
- Pas de déclassement.
- Amélioration des classifications.
- Le 13ème mois et une prime de vacances.

En cinq semaines de lutte, la détermination n'a fait que grandir chez les travailleurs. La direction a tenté alors de briser le mouvement : elle a adressé une longue lettre aux travailleurs, rappelant «tout ce qu'elle a déjà fait pour ses ouvriers». Pour elle, accorder davantage «remettrait en cause l'équilibre de la société placée en face d'une concurrence de plus en plus vive, surtout en période de crise».

Selon ce chantage patronal : «Plus la grève durera, plus les pertes subies par le personnel augmenteront. Nous rappelons que le chômage technique n'est pas, en effet, du tout indemnisé, ni par l'Etat, ni par notre société».

Mais il semble que la direction de Creusot fasse un bien mauvais calcul : ces menaces n'impressionnent nullement les travailleurs. Ils sont déjà descendus dans la rue, jusqu'à la direction des usines et dans la cour de la mairie où ils ont lancé avec force leurs revendications. Sous la pression de la lutte, mercredi s'est tenu à Paris une rencontre entre la direction et les syndicats pour imposer un premier recul.

Corresp. Montceau-les-Mines

• A LA LCF (usine de Compresseurs Frigorifiques située dans l'Ain), ***les ouvriers occupent l'usine depuis le 12 avril. Les travailleurs se battent pour obtenir une augmentation des salaires, un horaire identique pour tous, le retour des avantages sociaux acquis et tous supprimés, le paiement des heures de grève. Cette grève intervient un peu plus de six mois après que les travailleurs aient obtenu par la lutte le maintien dans l'usine de 75 personnes que la direction prétendait licencier. Pour le moment, la direction n'envisage qu'un projet de restructuration qui entrainerait une série de licenciements, et refuse toute négociation.***

TRAMINOTS

«on ne va pas rentrer comme ça !...»

Mercredi, on était au 14e jour de grève aux Transports en Commun Lyonnais (TCL). A la suite d'une réunion entre la direction et les syndicats hier, celle-ci a fait de nouvelle propositions - 2,5% à 3,5% d'augmentation en avril, 250F de prime de vacances, un jour de congé pour 4 dimanches travaillés, prime de nuit de 16F, paiement à 60% des heures de grève.

Suite à une proposition de FO, de faire voter les employés pour ou contre la reprise, à bulletin secret, dépôt par dépôt, proposition acceptée par la CGT un vote est organisé aujourd'hui. Cela signifie-t-il que la grève va se terminer ? *«Non, on ne peut pas rentrer avec ce que l'on a obtenu».* Beaucoup disaient ça ce matin. *«La CGT n'aurait jamais dû accepter cela»* disaient des traminots. En effet, un tel vote comporte un danger. Au début, la grève était suivie de manière inégale suivant les dépôts, si aujourd'hui un dépôt se prononce pour la reprise, va-t-on s'appuyer là-dessus pour faire reprendre les autres ?

Après un long débat, hier soir, en fin de compte, l'Assemblée Générale devait décider par 1700 voies (sur 2000 travailleurs), la continuation de la grève : les traminots ont prouvé encore une fois leur volonté de lutte !

Correspondant Lyon

Durcissement de la lutte aux communaux à Lille

Tout comme leurs camarades de Lyon début avril, les éboueurs de Lille sont entrés en lutte voilà maintenant un peu plus d'une semaine. Ceux-ci réclament une augmentation de salaire de 5 %, la 5e semaine de congés payés et une augmentation des conditions de travail. Hier matin le conflit devait se durcir avec le blocage des grilles des dépôts de bennes, la direction a fait part de son intention de porter plainte pour entrave à la liberté du travail.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

COMMENT RALLIER LE PLUS GRAND NOMBRE À LA LUTTE ?

VOLTAIRE (PARIS)

La grève a débuté jeudi dernier, avec la journée d'action. 250 élèves sur 600 n'étaient pas allés en cours.

Depuis, elle est reconduite tous les jours en Assemblée Générale. Elle est suivie par 150 élèves, ce nombre augmentant jusqu'à 250 à chaque journée d'action. L'Assemblée Générale a élu un comité de grève pour l'organisation technique de la grève. Plusieurs commissions ont été constituées.

Une commission-école qui étudie les textes de la réforme, en vue d'informer les élèves par affiches ou par réunions, et particulièrement ceux qui vont encore en cours dans la perspective de rallier le plus grand nombre à la grève. En effet, les deux causes principales qui sont à l'origine du fait qu'il n'y ait pas de mobilisation générale sont :
- un certain ras-le-bol qui vient de nombreuses journées d'action qui ont abouti sur rien ;
- un manque d'information sur ce qu'est effectivement cette réforme faite pour aménager au profit de la bourgeoisie l'école en crise.

Un autre thème d'étude de cette commission porte sur le rôle de l'école dans la société actuelle. Un autre souci des grévistes est de populariser leur lutte. Une commission popularisation est chargée d'organiser les interventions sur les marchés, les signatures de pétitions dans les quartiers, de faire des affiches explicatives afin de bien montrer qu'ils se battent consciemment contre une réforme anti-populaire. Dans ce sens, ils désirent également développer le contact avec les travailleurs en intervenant devant les entreprises, en contactant les UL syndicales. Ils envisagent d'établir des liens avec les CET et les Foyers de Jeunes Travailleurs.

Des commissions-théâtre, musique, photo, sont chargées de l'animation au niveau du lycée, animation en rapport avec la lutte ; par exemple, une pièce sur la réforme Haby est en préparation. L'Assemblée Générale appelle à une coordination locale des 11, 12 et 20e arrondissements au lycée Voltaire à midi, jeudi 22 avril en vue de faire un point sur l'état de la mobilisation et de discuter de la participation à la manifestation lycéenne de l'après-midi de Nation à la Gare de l'Est à 15 heures.

Ces faits témoignent qu'une réelle volonté de lutte se dessine au lycée Voltaire où les grévistes se donnent pour tâche principale du moment de rallier le plus grand nombre dans la lutte contre cette réforme anti-populaire qu'est la réforme Haby.

LYCEE NORD (MARSEILLE)

La grève a démarré le 12 avril à la suite d'une assemblée générale réunissant 900 élèves dans la cour du lycée, et qui a décidé, à une écrasante majorité de la grève immédiate. Des commissions sur l'armée, les rapports prof élèves, la condition de la femme, ont été mises en place... C'est toujours en commission que se sont discutés les décrets Haby, y compris avec des élèves des CET en grève des alentours. La popularisation a été prise en mains par une manifestation de quartier.

Les lycéens ont participé à la manif de jeudi dernier, et ceci malgré les manœuvres de l'UNCAL, dont l'argument en faveur d'une autre manifestation était «qu'il ne fallait pas laisser les lycéens aller à la boucherie». Cet autre appel n'ayant pas réussi, l'UNCAL a essayé d'imposer ses banderoles en tête de manif allant jusqu'à frapper les lycéens qui s'y opposaient. Le lendemain, une motion condamnant l'UNCAL était adoptée par l'assemblée générale du lycée.

L'autre obstacle, c'est l'administration qui organise la répression, menaçant un lycéen de renvoi pour «avoir introduit un mégaphone au lycée. Une pétition a immédiatement circulé, et on n'a plus entendu parler de renvoi.

Le proviseur a alors envoyé une lettre aux parents dans laquelle il annonce «ne plus pouvoir respecter la sécurité dans le lycée», histoire de donner aux parents des raisons de faire pression sur leurs enfants pendant les congés... Cela n'a pas empêché la grève de se poursuivre, à une très large majorité.

d'après une correspondance lycéenne

• GRÈVE À LA CITÉ TECHNIQUE DE CHÂLONS SUR MARNE : ***La cité technique qui regroupe le lycée technique et le CET se sont mis en grève contre la réforme Haby. Il y avait mardi matin, 250 élèves en grève. L'Assemblée Générale a décidé de ne pas en rester à la seule critique de la réforme Haby, mais d'élargir aussi le mouvement : voir la situation en France, voir ce qui se passe autour du lycée et approfondir la question de l'alliance avec la classe ouvrière.***

Cette grève vient à la suite de celle du lycée d'Etat, qui a démarré la semaine dernière. Ce qui est envisagé très rapidement, c'est une coordination entre les deux lycées dans le but de créer une coordination au niveau régional, avec Reims en particulier.

Corres.

• VINCENNES

Hier, à la faculté de Vincennes, s'est tenue une table ronde organisée par le Conseil d'Université à majorité P«C»F ; à cet effet, des représentants du PS, P«C»F, et de la fédération Cornec étaient présents. Les étudiants bien que n'ayant pas été invités envahirent massivement la salle et lurent une motion dénonçant clairement l'école de classe : ni cadres ni chômeurs au service du capital, la solidarité avec les travailleurs en lutte fut réaffirmée en particulier avec les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra récemment expulsés. C'est sous les huées des étudiants qui scandaient «programme commun = programme bourgeois» que les politicards bourgeois furent contraints de quitter la salle sans avoir pu prononcer un mot.

La coordination parisienne des lycées en lutte contre la Réforme Haby, qui s'est tenue hier après-midi à Jussieu a décidé de tenir une coordination nationale vendredi 23 avril à Jussieu. Elle a décidé entre autres de manifester jeudi 22 à Nation à 14 h, vendredi 23 à 17 h avec les étudiants et appelle à la manifestation contre les expulsions des 16 immigrés, samedi 24 à 14 h au métro Barbès.

ROBERT FABRE : LE DEPART DE SAUNIER POURRAIT ÊTRE UNE SOLUTION

«Au point où nous en sommes, le départ de Saunier Séité pourrait être une solution, puisqu'elle n'a pas réussi dans sa tâche de concertation... Cela implique la remise en chantier sinon l'abrogation de la réforme», a-t-il déclaré dans une interview. Autrement dit, changeons de potion, mais gardons la même pharmacie !

4 mois après Ouessant... La pollution maritime à l'ordre du jour

A défaut d'avoir beaucoup préoccupé le gouvernement alors que 1 200 tonnes de pétrole se déversaient sur Ouessant, la pollution maritime a beaucoup été discutée dans les hautes sphères, hier : Giscard avait été jusqu'à écrire une lettre à ce sujet au député UDR de Seine et Marne, et le Parlement discutait de deux projets de loi, l'un sur les incinérations en mer, l'autre sur les rejets de déchets par les avions ou par les bateaux.

Ce que propose Giscard ne lui coûte pas bien cher : initiative d'actions internationales (mais au fait, qu'ont donné les «actions internationales» à la suite de la catastrophe du Torrey Canion en 67 dont le fuel avait recouvert les côtes de Bretagne Nord ?), lutte contre les pollutions venant d'industries, et renforcement des procédures d'intervention sur les côtes (ces fameux plans Polmar dont l'application semble se heurter à des difficultés insurmontables, à en juger par ce qui s'est passé à Ouessant).

Pour ce qui est de la pollution due aux usines rejetant leurs déchets en mer, il s'agit principalement d'une tartuferie : il n'est question que d'appliquer la règlementation internationale d'Oslo signée par la France. Ce texte s'appliquera au rejet de phosphogypse (les «boues jaunes») en baie de Seine, contre lesquels marins pêcheurs et ouvriers se sont battus. Mais dans la même baie de Seine, il ne s'appliquera pas aux 7000 t. d'acide sulfurique déversées chaque jour !

La radio menait grand battage sur la pollution due aux navires marchands (dégazages en mer). Ce qu'on ne dit pas, c'est que jusqu'à présent, l'amende pour dégazage était inférieure au coût même de ce dégazage en port ! Mais surtout, ce qu'on «oublie» c'est que l'essentiel de la pollution maritime vient des rejets des usines, et des villes situées près de la mer. Un seul chiffre : sur la façade française de la Méditerranée, 4.700.000 mètres cubes de rejets sont déversés chaque année, dont 77% ne sont pas traités !

Aujourd'hui, doit être discuté devant le parlement un projet de loi général sur l'équilibre écologique. Le ridicule des mesures prises en matière de pollution maritime, en donne déjà le goût : de la réformette qui n'a pas dépassé le stade de la campagne électorale. Rien d'étonnant à cela, puisque la lutte contre la pollution ne met pas en cause quelques industriels malfaisants, mais le système économique qui met le profit avant les conditions de vie des masses. En ce domaine, aussi, seule la lutte paye. Les pêcheurs de la baie de Seine l'ont montré.

en bref... en bref...

APRES L'ACCIDENT D'AUTOCAR EN HAUTE-LOIRE

La fédération CFDT des transports va déposer une plainte contre l'employeur. Elle dénonce «l'insécurité chronique et le mépris des patrons à l'égard des règles de sécurité».

COURSE CONTRE LA MONTRE POUR LA VIE D'AGRET

«C'est une véritable course contre la montre qui s'est engagée» a déclaré Jean Dissler, un des avocats d'Agret. «Roland Agret est en train de se tuer : il le sait et il s'en moque... Pourquoi attendre encore ?» Depuis le 20 avril, Agret était placé sous perfusion à la prison-hopital des Baumettes à Marseille. Depuis hier, Agret refuse sa perfusion. Mme Agret se rend aujourd'hui à Marseille auprès de son mari. Une issue dramatique peut donc intervenir dans les heures qui viennent si Giscard continue à faire attendre sa décision de grâce.

4 MILITANTS BRETONS FONT LA GREVE DE LA FAIM

4 militants bretons, inculpés par la Cour de Sûreté de l'Etat et qui sont emprisonnés à la Santé ont entamé depuis deux jours une grève de la faim pour faire avancer la procédure qui traine depuis neuf mois pour certains d'entre eux.

LES CRS POUR UNE SAISIE

5 cars de flics pour saisir les meubles d'un chômeur à Dammarie-les-Lys. Les meubles du chômeur ont été pendant un moment bloqués au bas de la tour, un millier de personnes venues à la rescousse, empêchaient qu'on les emporte !

INTERNATIONAL

CAMBODGE

Depuis un an, le peuple reconstruit l'économie nationale

Il y a un an, le peuple khmer se libérait du joug de Lon Nol et sa clique. Les troupes fantoches avaient détruit tout ce qu'elles pouvaient là où elles se trouvaient. Face à cela, le peuple cambodgien s'est immédiatement mobilisé. Cette mobilisation populaire a d'abord pris pour cible l'irrigation du pays, la construction de digues, barrages, réservoirs. C'était une condition indispensable pour promouvoir la production agricole. Cette mobilisation des masses ne s'est pas arrêtée là : diverses coopératives ont déclenché des campagnes pour la fabrication et l'accumulation d'engrais, les paysans allant chercher la vase des rivières et des lacs pour l'étendre dans les champs. D'autres coopératives expérimentent de nouvelles espèces de riz d'excellente qualité : un district a obtenu une récolte de sept tonnes par hectare.

Pour pouvoir développer encore plus la production, les coopératives ont créé de petites usines où les ouvriers construisent des machines agricoles : souvent, à partir de matériel vieux et usé, de vieux moteurs ont été transformés en décortiqueuses, et en machines à pompe. Les grandes usines, elles, ont été reconstruites et les ouvriers s'efforcent d'apprendre et d'améliorer leur technique pour élever la qualité et la quantité de leurs produits.

L'armée révolutionnaire, elle aussi, s'est engagée dans la lutte pour l'édification du pays. Les soldats de cette armée travaillent aux côtés des paysans et des ouvriers. Ils ont réparé à Phnom Penh en moins de deux mois la centrale électrique, une usine de batteries, l'usine d'eau courante, un aéroport et le port. Pour alléger la charge du peuple, ils cultivent des céréales, élèvent du bétail et des volailles. L'armée a envoyé fréquemment des équipes médicales dans les provinces pour rendre service et aider à former des médecins locaux ou à établir des cliniques. Dans d'autres régions, elle répare les routes et les maisons qui ont été détruites.

L'élan révolutionnaire des masses dans l'édification du pays

Au Cambodge démocratique, ce sont les paysans, les ouvriers et les soldats qui défendent et construisent un nouveau pays.

TOUS À LA SOIRÉE COMMÉMORATIVE
Pour le 1er anniversaire de l'indépendance nationale du Cambodge organisée par
LE COMITÉ DU FUNK EN FRANCE
SAMEDI 24 AVRIL à 20 h 30 - MUTUALITÉ

VIETNAM

LE POUVOIR DU PEUPLE, ENJEU DE LA LUTTE CONTRE LE BUREAUCRATISME

Directive de Pham Van Dong

Le premier ministre de la République Démocratique du Viet Nam, Pham Van Dong a publié une importante directive contre le bureaucratisme. *«Actuellement, les phénomènes bureaucratiques, paperassiers, autoritaires sont constants et parfois graves, à tous les échelons et dans un certain nombre de services de l'Etat, violant ainsi les droits du peuple qui est le maître de la collectivité (...) de mauvaises gens en profitent pour se livrer à des actions illégales au détriment de l'Etat».*

La lutte contre le bureaucratisme a été lancée au mois de février. Des comités d'inspection populaires avaient alors été mis en place *«pour exercer un contrôle strict de la gestion économique, sociale, culturelle des administrations et des entreprises».*

La directive de Pham Van Dong indique que cette lutte gagne en ampleur puisqu'elle atteint tous les échelons des services de l'Etat, après avoir visé essentiellement les entreprises. Elle repose sur une mobilisation large, le premier ministre demande *de stimuler tout le monde pour critiquer et dénoncer le bureaucratisme.*

L'enjeu apparait de plus en plus nettement. C'est défendre le pouvoir du peuple : dès le mois de décembre le ministre du plan définissait le bureaucratisme comme *une atteinte au droit du peuple d'être le maître.* Pham Van Dong indique que le bureaucratisme conduit certains à usurper le pouvoir à leurs propres fins.

Cette lutte entre dans une phase aiguë avec la directive donnée que *«d'ici à la fin de 1976, les ministères et les coopératives révisent leur système de travail afin de déterminer ce qui est déraisonnable, gênant et inutile»* qui amènera dans tout le pays à traquer toutes les manifestations du bureaucratisme.

G.C.

POLITIQUE

SCHMIDT CHERCHE UN «GÉÔLIER» POUR L'EUROPE

On vient d'avoir confirmation, s'il en était encore besoin des projets de l'impérialisme allemand pour l'Europe. Et, par la même occasion, une bonne illustration du danger qui viendrait d'un nouveau parlement européen et des pouvoirs renforcés des institutions de Bruxelles. «Vorwärts», la revue du SPD allemand (le parti de Brandt et de Schmidt), publie en effet un article, qui cherche à montrer que la RFA n'a pas de projet dominateur pour l'Europe. Tant et si bien qu'au lieu d'y parvenir, elle prouve tout à fait le contraire.

Il faut savoir que le SPD, parti «socialiste» au pouvoir en Allemagne, a toujours été opposé à la participation des partis révisionnistes aux gouvernements européens. Il s'est, en la matière, toujours fait l'écho de son maitre Kissinger. En s'opposant à la participation des prétendus communistes, cependant, le SPD, comme Kissinger, ne veulent surtout pas, fondamentalement, tolérer le libre choix des peuples européens. En fait, ils se déclarent implicitement prêts à s'opposer à la révolution dans ces pays, à tout faire pour y maintenir le pouvoir bourgeois. C'est une ingérence directe, intolérable.

Peu satisfaits en effet d'opprimer nos frères de classe allemands, voilà que ces capitalistes voudraient étendre leur domination sur l'Europe entière. L'article de «Vorwärts» est lumineux à ce sujet.

Il dit : *«Si Mr Helmut Schmidt donne des conseils, il ne le fait pas en maitre de l'Europe, il le fait en Européen»,* car, selon le SPD, *«nous ne devons pas nous présenter en tant qu'Allemands ou Français, mais nous devons nous sentir membres d'une nouvelle nation, l'Europe»,* et, logique admirable, *«il n'est plus alors question d'immixtion, les affaires allemandes étant les affaires françaises et vice versa».* Ressemblance inquiétante avec une philosophie qui, il y a 40 ans, prônait l'annexion de l'Europe entière. Ressemblance qui inquiète encore plus quand l'article poursuit : *«en réalité, il manque à l'Europe un «geôlier» !*

L'auteur a beau conclure ironiquement qu'il faudrait un «Helmut Giscard d'Estaing», les projets de l'impérialisme allemand apparaissent bien : construire une Europe bourgeoise, avec des classes ouvrières muselées, avec des révolutionnaires traqués, où l'atlantisme fait office de politique extérieure. Une Europe, donc, qui est le contraire exact de celle que veulent les peuples européens.

Paul LEFORT

GISCARD MAINTIENT «L'OUBLI» DU 8 MAI 45

Devant le conseil des ministres, Giscard a réaffirmé que pour «contribuer à la détente», le 8 mai, anniversaire de la libération ne serait pas célébré, que le 11 novembre serait maintenu comme seule «commémoration des morts de guerre». Il a ajouté que les communes étaient libres de le faire si elles le voulaient... Cette détente dont parle Giscard, c'est la réplique en France des formes de plus en plus répressives que prend la «démocratie» en Allemagne de l'Ouest. Il est vrai que cela n'a pas grand rapport avec ce pour quoi les masses de notre pays se sont battues et se sont sacrifiées, contre le nazisme et son appendice de Vichy.

en bref... en bref... en bref...

• **INDE** : *Des manifestations très violentes auraient eu lieu à New-Delhi lors de la lutte d'habitants d'un quartier contre des expulsions. Il y aurait de nombreux morts parmi les manifestants et les policiers. Un couvre-feu a été imposé dans ce quartier.*

• **TCHAD** : *Cela fait deux ans aujourd'hui que madame Claustre est prisonnière des troupes d'Issène Habré. Des négociations s'étaient engagées en octobre 75 pour sa libération, mais elles n'ont pas abouti, le gouvernement français ayant finalement préféré préserver ses bonnes relations avec le gouvernement tchadien. Après la récente visite de Chirac au Tchad et les nouveaux accords militaires conclus, le problème de madame Claustre semble oublié par le gouvernement français. Par contre le ministre de la Défense, Bourges a célébré la mémoire du commandant Galopin mort au Tchad, il y a un an. Ce Galopin, agent des services de renseignement français constitue selon Bourges,* «un exemple des plus nobles vertus de l'officier français».

• **ARGENTINE** : *La mise en place du gouvernement fasciste se poursuit. Mardi, le président Videla, a nommé des gouverneurs militaires à la tête de chaque province. Il a également nommé un général d'aviation au poste de maire de la capitale.*

• **URSS** : *La presse soviétique est très pessimiste au sujet de la prochaine récolte de céréales : elle met en cause la qualité des semences, l'état du matériel, le retard pris dans les travaux agricoles. Il semble exclu que l'URSS puisse récolter cette année les 215 millions de tonnes de céréales prévues par le plan. Cette situation alarmante n'a pas empêché un délégué du dernier congrès du parti révisionniste tchèque de déclarer pour faire du zèle, qu'il fallait* «prendre modèle sur l'agriculture soviétique».

INFORMATIONS GENERALES

PRÈS DE 88.000 LOGEMENTS VIDES A PARIS

Le recensement de 75 révèle qu'il y a à Paris, 87.857 logements vacants sur les 1.238.593 que compte Paris. Même en tenant compte des logements inoccupés parce qu'en cours de restauration ouparce qu'ils viennet d'être livrés, ce chiffre demeure considérable. D'autant plus que s'y ajoutent 37.850 résidences secondaires occupées seulement quelques jours dans l'année. Au total, c'est 125.000 logements qui sont inemployés, de quoi loger près de 500.000 personnes ! Or, il y a actuellement, 55.000 familles inscrites au fichier central des mal logés, et beaucoup d'autres à la recherche d'un logement.

D'autre part, si de nombreux logements sont surchargés, d'autres sont scandaleusement sous occupés. La moyenne de pesonnes par logement est de 2, il s'agit d'une moyenne qui cache que des familles de 6 membres vivent dans deux pièces tandis que des bourgeois disposent seuls, d'appartements d'une dizaine de pièces.

De 1968 à 1975, le nombre total de logements s'est accru de 18.500, mais le nombre de résidences principales a diminué de 32.000, cest à dire que les nouvelles constructions n'ont pas été utilisées pour résoudre le problèmes du logement, mais pour enrichir le patrimoine immobilier de la bourgeoisie.

Ces chiffres montrent au service de qui est la politique du logement du gouvernement.

INTERNATIONAL

Palestine occupée

SOULEVEMENT EN CISJORDANIE CONTRE LA COLONISATION

Les soulèvements du peuple palestinien en Cisjordanie continuent. Hier, d'autres villes ont participé à ce soulèvement qui a repris le vendredi 15 avril, suite à l'assassinat de deux patriotes, dont un enfant de six ans, à Ramallah. Actuellement, des grèves d'étudiants et de commerçants se poursuivent dans les principales villes, Naplouse, Ramallah, Jéricho, Tulkarm, Jénin et Jérusalem. Des affrontements ont eu lieu dans la plupart de ces villes avec les forces d'occupation, venues massivement pour mâter toutes les manifestations. A Naplouse, deux habitants ont été blessés et certains soldats sionistes ont été entourés par les manifestations et frappés avec force. Des drapeaux palestiniens ont été hissés dans toutes les villes par la population qui affirme par là sa volonté de se libérer, et son soutien à l'OLP.

Face à ce soulèvement, Rabin, premier ministre israélien, a déclaré que son gouvernement a la *«liberté d'action pour mener des négociations de paix avec la Jordanie»*, en ce qui concerne la Cisjordanie. D'autre part, parlant des colonies installées depuis 1967 sur la vallée du Jourdain, il dit : *«Les villages sont là et y resteront longtemps. Nous ne construisons pas de nouvelles colonies pour les démanteler ensuite»* et *«les villages que nous avons créés le long du Jourdain forment notre ligne de défense et constituent une frontière vitale pour la sécurité d'Israël»*.

Sans doute s'imagine-t-il donner la Cisjordanie à la Jordanie tout en continuant son occupation. Ces paroles révèlent surtout la détermination des sionistes à coloniser toute la Palestine. Face à ces machinations, le peuple palestinien s'est déjà exprimé : ni l'occupation sioniste, ni la Jordanie. Seul le peuple palestinien sera souverain sur toute la Palestine.

COMMUNIQUÉ DU FRONT POLISARIO

BATAILLE A GUELTA ZEMMOUR... COMBATS A ZOUIRATE ET HAOUSA

Dans le cadre de la lutte armée menée par notre peuple contre les forces d'agressions maroco-mauritaniennes, les valeureux combattants de notre Armée de Libération Populaire ont effectué une série d'opérations héroïques contre ces forces d'occupation. Ainsi :

- le 17 avril 1976, une opérations contre les stations 4 et 5 de la bande transporteuse des phosphates de Boucraci : les transformateurs électriques ont été détruits.
- la bataille de Guelta Zemmour commence le 13 avril 1976. Dès le 14 avril, les forces armées royales marocaines subissent de lourdes pertes. Le capitaine Zagar Mimoun (commandant un escadron de blindés) a été fait prisonnier ;
- le 18 avril 1976 de violents combats ont eu lieu à Guelta Zemmour au cours desquels les forces d'agression monarchiques ont subi des pertes sévères : 24 morts et 36 blessés ;
- le 18 avril, nos combattants ont tendu une embuscade dans la région nord à Haousa au 2e bataillon des forces armées royales marocaines. Au cours de cette opération qui a duré cinq heures, les forces armées royales ont eu 5 morts et 50 blessés. Nos combattants ont récupéré un camion Kaiser, une jeep, une mitrailleuse 12/7 mm, une tente américaine, deux LPAC et un poste de transmission.

Sept camions militaires de l'ennemi ont été brûlés. Les forces armées royales ont bombardé la position occupée par nos combattants. Deux de nos combattans sont tombés martyrs et un fut blessé durant l'opération.

- Le 19 avril, nos combattants ont fait une contre-offensive contre les forces armées royales à Guelta Zemmour, qui est toujours sous contrôle de nos héroïques combattants.

- Le 19 avril 76, un accrochage a opposé nos combattants aux forces mauritaniennes à 13 km au nord de Zouerate. L'accrochage qui a duré une heure a permis à nos combattants de faire une dizaine de morts parmi les troupes mauritaniennes et de détruire deux lands-rover. Le train de Zouerate (qui transporte le minerai de fer), ainsi que les installations ferroviaires ont été détruits.

Par le fusil, nous arracherons la liberté.

Comité des Relations Extérieures

• USA : ***Le président de la société Goodrich (pneus) a annoncé lundi que ses filiales ont versé 124 000 dollars à l'étranger, dont 31 000 à des fonctionnaires, pour promouvoir les ventes. Après Lockheed, Goodrich, la liste des pots-de-vin américains s'allonge.***

Liban **PENDANT QUE LES COMBATS CONTINUENT**

LES PHALANGES PRÉPARENT LA PARTITION

Les combats se poursuivent à Beyrouth malgré le cessez-le-feu déclaré par le Comité Militaire Supérieur composé d'officiers libanais, syriens, et palestiniens. Il s'est encore réuni hier pour faire appliquer le cessez-le-feu. Le parti national-libéral de Chamoun a boycotté cette dernière réunion. Le comité regroupe toutes les parties concernées par le conflit.

Les phalanges et le parti national libéral tentent d'animer leurs lignes en direction de Chiah, et du centre de la ville. Le siège central des PTT, qui se trouve dans la partie ouest de Beyrouth a été attaqué par les phalanges. Face à cela, les forces patriotiques ont commencé leur offensive sur le bord de la mer, continuant le secteur des hôtels et avançant vers le port. De leur position, ils peuvent attaquer le principal centre des phalanges (SAIFI) à Beyrouth.

De nombreux problèmes de ravitaillement se posent dans la région ouest de Beyrouth. Il n'y a presque plus de farine. Des navires transportant du blé ont été arrêtés à Jounieh, petit port que les phalanges contrôlent. Le sucre commence à manquer. Les légumes seuls, arrivent encore assez régulièrement du sud.

Après le bombardement de l'hôpital Barbir, la situation sanitaire devient encore plus critique qu'elle ne l'était. Pourquoi les combats semblent-ils reprendre alors qu'il s'agit en principe d'une période de trêve ? Les combats ont recommencé avec l'offensive des phalanges contre les villages patriotiques dans la montagne. Elles ont occupé Beit Chabab et Dhour el Choueir, alors que les forces patiotiques maintenaient la trêve. Cela au moment où Dean Brown, l'envoyé américain, fomentait son complot pour créer des difficultés entre la Syrie et les forces patriotiques au Liban.

Mais l'accord entre la Syrie et l'OLP, dans la nuit du vendredi 15 avril, a changé la situation. La Syrie se démarque de la droite et rejoint, du moins en apparence, la position des forces patriotiques. Samedi, le président Frangié qui était prêt à promulguer l'amendement de l'article 73, condition à son remplacement, ne l'a pas fait. Son refus correspond à la nouvelle offensive militaire des phalanges à Beyrouth.

Le plus dangereux, dans la situation actuelle, c'est le feu vert qui a été donné aux phalanges pour faire avancer leur projet de partition. Plusieurs mesures ont été prises dans la région qu'elles occupent pour créer une sorte d'Etat militaire fantoche. Cela ne peut qu'entraîner la reprise des combats pour empêcher cette partition de fait.

Après le passage des phalanges...

Dakar : conférence afro-arabe

LES PAYS IMPERIALISTES EN ACCUSATION

La conférence arabo-africaine se poursuit. Plusieurs interventions de représentants ont déjà eu lieu. Dans son discours d'ouverture, Senghor a souligné les avantages de la coopération économique en indiquant : *«Il y a quelques années, le commerce extérieur entre pays africains représentait moins de 10% du commerce global de nos Etats, ce qui avait l'inconvénient de grever les prix à l'importation et de freiner notre développement»*.

Eteki Mboumoua, secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine a déclaré : *«Il est urgent et impérieux de tout mettre en œuvre pour l'avènement d'une coopération économique et technique dynamique multiforme... Il faut compter avant tout sur nous-mêmes, sur nos propres forces»*.

Dans son discours, Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue Arabe, a souligné : *«Les dernières années ont vu se répéter les tentatives des forces étrangères visant à semer le doute et la discussion dans les rangs afro-arabes. Les tentatives se sont toutefois soldées par l'échec, et la communauté des objectifs s'est affirmée sans l'ombre d'un doute»*.

• **GRÈCE** : ***Des milliers d'étudiants ont manifesté lundi soir à Athènes pour protester contre la décision du gouvernement grec d'autoriser le maintien de bases militaires sur le territoire en échange d'une aide financière de 700 millions de dollars.***

• **ESPAGNE** : ***Trois attentats à la bombe ont été commis à Tolosa contre une librairie et deux voitures, à la suite de menaces venant des «Guerilleros du Christ-Roi».***

• **USA** : ***Le boxeur noir Rubin «Hurricane» Carter, militant anti-raciste emprisonné depuis neuf ans sur la base de faux témoignages, vient d'être libéré après une vaste campagne pour sa défense.***

Albanie

LES COLLABORATEURS DES NAZIS ET «LE MONDE»

Le 28 février dernier, «Le Monde» publiait une tribune libre d'Abraham Behar, secrétaire général des Amitiés Franco-Albanaises.

Hier 21 avril, ce même journal publiait une violente attaque contre l'Albanie socialiste dûe à Basha-I-Novosejt, qui se prétend «président de l'organisation nationale du mouvement de légalité». Souvenons-nous : alors que le peuple albanais en lutte contre l'occupant fasciste se regroupait dans les rangs du Front de Libération National ayant à sa tête le PCA, le 20 novembre 1943, les membres de la mission militaire britannique mettaient sur pied le mouvement légalité, ramassis de tous les partisans du Roi Zog. Celui-là même qui, en avril 1939, avait, au terme de plusieurs années de collaboration, livré le peuple albanais aux fascistes italiens. Et ce mouvement légalité, qui visait à restaurer la monarchie réactionnaire fut aidé par les nazis. Julian Amery, agent britannique détaché auprès du commandement de «légalité», l'affirme dans ses Mémoires : «Légalité pensait pouvoir utiliser les nazis pour détruire les communistes».

Enfin, l'Albanie n'est pas *«un camp de concentration isolé»*, du fait qu'elle n'aurait aucune relation diplomatique ni avec l'URSS ni avec les USA, et qu'elle ne se rendrait ni à la conférence d'Helsinki ni à celle d'Athènes. Le 3 novembre dernier, Enver Hodja, premier secrétaire du PTA, en la personne duquel tout un peuple se reconnait, répondait à cette objection : *«Dans ces réunions et conférences, nous ne sommes pas les seuls à manquer, les peuples aussi y sont absents. Nous n'acceptons ni le diktat de l'URSS et des USA ni leur joug. Nous sommes résolus à lutter jusqu'à la victoire»*.

Et Enver Hodja pouvait conclure que cette lutte du peuple albanais qui va dans le sens de la défense de l'intérêt des peuples du monde entier valait à l'Albanie socialiste des amis et des sympathisants sur tous les continents. Il suffit d'aller en Albanie pour se rendre compte de cette solidarité internationaliste.

Camille NOËL

7e plan

REDEPLOIEMENT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Jacques DUBREUIL

La bourgeoisie française -ou du moins sa fraction la plus moderniste- fait preuve d'une certaine lucidité dans l'analyse de la crise. Sa politique de crise vise à surmonter trois types de difficultés :
- **redéfinir sa place dans la concurrence internationale,**
- **pour cela, modifier les structures économiques, et s'en donner les moyens au niveau de la politique économique menée par l'État,**
- **surmonter l'opposition des travailleurs.**

Les dernières prévisions chiffrées...

Elles sont fondées sur l'hypothèse - très optimiste - d'une croissance moyenne de 5,7 % par an de 1975 à 1980. Elle ne serait rendue possible que par une baisse de 10 % du prix du pétrole, la reprise dans les autres pays, mais avec une hausse des prix plus importante qu'en France, le maintien de la parité du franc, et... la modération de la hausse des salaires.

Les éléments moteurs de la demande seraient les achats des administrations (6,9 % par an), l'investissement des entreprises publiques (transports, énergie, télécommunications : + 7,6 %), et les exportations (+ 15,7 %). Le déficit du commerce extérieur n'en serait pas moins de neuf milliards de francs en 1980.

EMPLOI. Le nombre avoué de chômeurs serait de 620 000 en 1980. Cela en supposant que sur dix personnes ne trouvant pas d'emploi ; quatre renoncent à chercher un emploi... L'immigration serait totalement stoppée (on envisage une baisse de 20 000) du nombre d'immigrés). Près de 380 000 emplois seraient supprimés dans l'agriculture, 194 000 seulement créés dans l'industrie, le commerce, les services, les transports fournissant l'essentiel (757 000) avec les administrations (518 000).

POUVOIR D'ACHAT. La hausse des prix serait de 7,6 % en moyenne par an. La croissance du pouvoir d'achat (toujours selon ces mêmes indices truqués) serait de 3,9 % par an pour les salariés (7,9 % pour le SMIC) 4,7 % pour les agriculteurs, et 5,8 % pour les commerçants, professions libérales...

IMPÔTS. Les impôts augmenteront annuellement (en valeur réelle) de 8,5 % pour les impôts directs payés par les ménages, de 4,9 % pour les impôts indirects, et diminueront de 0,8 % pour les impôts directs payés par les entreprises. Les cotisations sociales augmenteront au rythme de 5,9 % par an.

DURÉE DU TRAVAIL. La durée du travail devrait être ramenée progressivement à 39 heures d'ici 1980, et l'âge de la retraite abaissé à 60 ans, pour les travailleurs effectuant les tâches les plus pénibles. La productivité du travail n'en continuera pas moins de progresser aussi vite que par le passé (5,1 % par an).

DÉFICIT ET INFLATION

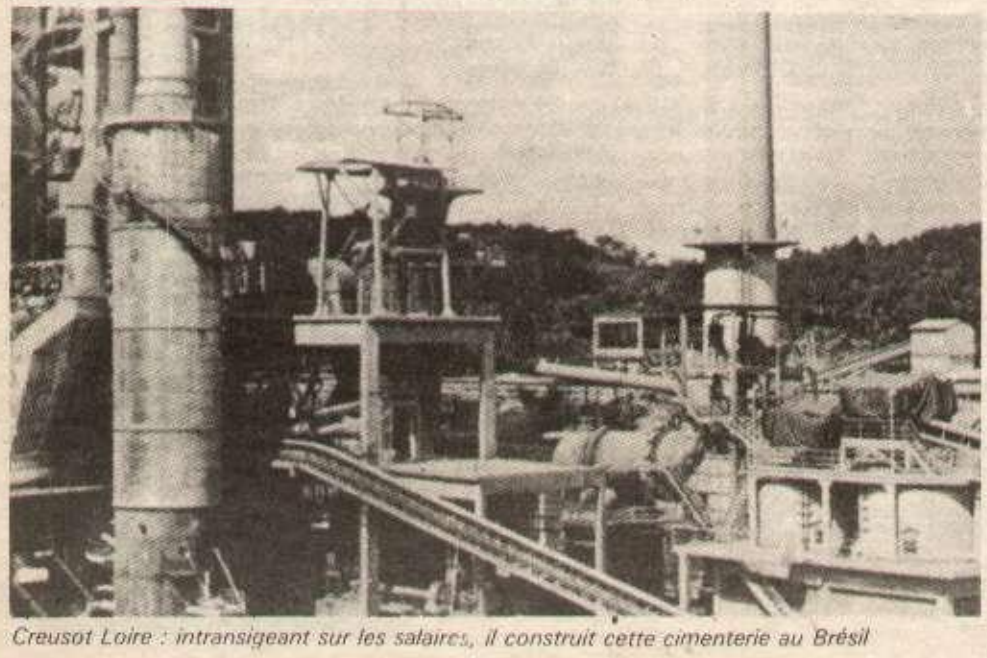
Le solde de la balance commerciale pour le mois de mars vient d'être rendu public. Le déficit s'élève à 857 millions de francs. Ainsi, depuis l'automne, la balance commerciale aura été déficitaire sans discontinuité. Et ce n'est pas fini...

La dévaluation déguisée du franc n'a apporté en effet, aucune amélioration sensible. Elle est insuffisante pour compenser la dépréciation constante de la lire et de la livre et pour rivaliser avec l'impérialisme allemand sur les marchés extérieurs. De fait, nos exportations continuent de stagner, en particulier les ventes de biens d'équipement, qui occupent une place centrale dans la stratégie commerciale de chaque impérialisme.

Ces déficits répétés, depuis 6 mois, ne font que traduire la perte de compétitivité de l'économie française ; ils ne font que sanctionner la place réelle occupée par la France dans la division internationale du travail. Car si le dernier déficit connu n'est pas plus important, c'est en raison de la progression des ventes de demi-produits et de produits agricoles à l'étranger.

En revanche, les importations restent toujours aussi importantes. Or, elles sont de plus en plus onéreuses, compte tenu de la diminution de pouvoir d'achat du franc à l'étranger (une dévaluation de 2% augmente le prix des importations de 2%). Ainsi, la reprise, loin d'équilibrer la balance commerciale, contribue-t-elle à en aggraver le déficit et à redévelopper l'inflation en France.

Pascal MAZUS



Creusot Loire : intransigeant sur les salaires, il construit cette cimenterie au Brésil

Fonder l'impérialisme français sur de nouvelles bases

Il ne saurait être question, pour la bourgeoisie, de considérer d'autre solution qu'impérialiste à la crise. Les importations coûtent plus cher ? Il faut exporter davantage ! La concurrence se fait plus dure ? Il faut se muscler par une politique commerciale plus agressive ! On n'est pas assez forts pour tenir seuls ? Il faut rechercher la concertation avec les autres puissances impérialistes lorsque c'est nécessaire ! Tous les fronts ne peuvent être tenus ? Il faut concentrer ses efforts sur les secteurs où il est encore possible de gagner, ou ceux qui sont absolument vitaux !

Rhône-Poulenc licencie, mais investit en Thaïlande

Tout ceci se traduit par :
- La priorité donnée à l'accroissement des exportations, plutôt qu'à la réduction des importations et à l'auto-approvisionnement. Sont particulièrement encouragées les exportations de produits agricoles, de produits industriels (biens d'équipement surtout), et de services (ingénieurie, coopération technique, formation professionnelle).
- La réorientation géographique des exportations, en faveur des pays pétroliers principalement.
- La subordination de l'État à la politique commerciale des firmes capitalistes : *«La politique commerciale des grands groupes industriels ne peut diverger ni sensiblement, ni durablement de la politique étrangère de la France»* (colloque sur le redéploiement).
- Le développement des investissements français à l'étranger, et, en retour, celui des investissements étrangers en France : *«il conviendra d'accepter au cours du VIIe Plan une politique très ouverte de créations d'établissements étrangers en France»* (VIIe Plan).
- Dans la mesure où son poids est faible dans la concurrence internationale, la bourgeoisie française a tout intérêt à essayer de «normaliser» les conditions des échanges. Ce qui l'amène à préconiser une politique de «concertation» sur le système monétaire (retour à des taux de changes fixes), et la «construction d'un nouvel ordre économique mondial». Pour cela l'intégration au marché commun est considérée naturellement comme un moyen de peser d'un plus grand poids dans les négociations internationales.

Le redéploiement industriel

Pour atteindre ces objectifs, la bourgeoisie est contrainte de procéder à une réorientation profonde, et à une modification des structures économiques. C'est toute la politique du «redéploiement industriel».

Il s'agit d'abord d'essayer de spécialiser la France dans les productions les plus avancées technologiquement, celles pour lesquelles la concurrence, en particulier des pays en voie d'industrialisation, est la moins vive, et les profits plus faciles (biens d'équipement, armement, transports, télécommunications, ingénieurie...). Les activités employant beaucoup de main d'œuvre peu qualifiée, ou de matières premières, ou polluantes, seront progressivement laissées aux pays du Tiers Monde.

Le processus de concentration sera poursuivi. L'objectif est la constitution de firmes multinationales à participation française, majoritaire ou non. La sous-traitance sera développée, en faisant ainsi supporter par les entreprises les plus petites tous les aléas de la concurrence internationale.

Quant à l'agriculture, il s'agit «de la faire participer au rééquilibrage de la balance commerciale», ce qui implique «la poursuite de la modernisation de la production» (par une politique très sélective du crédit au profit des plus grosses exploitations), et la «modération des prix de revient».

Faire payer la crise aux travailleurs

La mise en œuvre de cette politique coûte cher. Même si, par des incitations fiscales, et une politique sélective du crédit, il est prévu de pousser les entreprises à «économiser le capital», de nouveaux investissements seront nécessaires, et une part non négligeable de la production devra être transférée de la consommation vers l'exportation.

La voie choisie est clairement tracée : «La réalisation de bénéfices suffisants et le maintien de leur épargne propre permettraient aux entreprises à la fois d'améliorer les distributions de dividendes, et d'autofinancer une partie importante de leurs investissements» (VIIe Plan). Ce sont donc les travailleurs qui paieront par :
- la limitation des salaires,
- le relèvement des cotisations de sécurité sociale,
- l'augmentation des impôts, directs en particulier,
- le relèvement des prix des tarifs publics,
- la limitation des dépenses d'équipement collectif,
- une plus grande sélectivité de la protection sociale (les droits conquis par les travailleurs sont réduits à des assistances), et dans l'attribution des différentes prestations (allocation logement, de salaire unique...)

Le chômage restera important. Seule la proclamation parfaitement volontariste d'un taux de croissance élevé permet au gouvernement de prétendre limiter à 620 000 le nombre de chômeurs avoué en 1980. Les seules mesures prises «en faveur de l'emploi» visent soit à mieux adapter l'offre de main d'œuvre aux besoins des entreprises (contrats à durée limitée, formation professionnelle, primes à la mobilité, amélioration de l'ANPE), soit à diminuer la demande de travail (arrêt de l'immigration, limitation de l'activité féminine, abaissement de l'âge de la retraite et réduction de la durée du travail).

Cette aggravation de leurs conditions de vie n'est pas de nature à faciliter l'adhésion des travailleurs aux grands projets de la bourgeoisie. Certaines couches qui lui sont traditionnellement liées risquent également d'en faire les frais. Ce sont bien évidemment là les plus grandes difficultés qu'elle a à surmonter.

Nous verrons demain quels sont ses projets en ce domaine.

DANS NOTRE COURRIER

Communiqué des cheminots du PCR -ml-

Suite à l'appel lancé dans ces colonnes le 1/4/76 et sur la base d'une réunion préparatoire tenue à Paris récemment) la Réunion Nationale de Bilan des luttes à la SNCF annoncée aura lieu samedi 24/4/76. Les camarades cheminots intéressés (SNCF, SERNAM, SCETA) sont invités à écrire au Quotidien du Peuple pour faire connaître leur participation.

COMMUNIQUÉS

Dans la nuit du 8 au 9 mars, l'explosion qui a secoué le quartier de Rangueil près de la CRS 27 a tué deux jeunes gens : Robert et Diégo. Etant la compagne de Robert, Sylvie Porte a été arrêtée à Paris le 13 mars. Après 48 heures d'interrogatoires, elle a été séquestrée à Fleury-Mérogis pendant une semaine en attendant un hypothétique transfert à Toulouse (une semaine de prison sans aucune inculpation).

Puis elle a été présentée à Toulouse devant le juge Bensoussan qui l'a inculpée de complicité et de détention et de transport de substances explosives sans absolument aucune preuves matérielles.

Seul le fait qu'elle ait été appréhendée au cours d'un collage politique huit mois auparavant en compagnie de Robert, et qu'elle vivait souvent chez lui la désignait devant le juge comme coupable (seul embryon de preuve, une paire de gants trouvée sur les lieux de l'explosion s'est avéré plus grande de deux pointures que les mains de Sylvie).

Nous nous élevons contre la procédure arbitraire employée dans cette affaire :

- garde à vue illégale de plus de 48 heures (Sylvie a passé une semaine au secret à Paris)
- inculpation sans absolument aucune preuve
- détention provisoire qui n'en finit pas, malgré une demande de mise en liberté provisoire qui a été refusée par le juge d'instruction).

Manifestez votre solidarité à Sylvie en lui écrivant :
Sylvie Porte/matricule 25722
Maison d'arrêt Saint Michel 31 400 TOULOUSE
ou en écrivant au juge Bensoussan pour réclamer sa libération immédiate : juge Bensoussan, Palais de Justice 31 400 TOULOUSE

—— ● ——

Débat sur la situation au Brésil pour protester contre la venue de Geisel à Paris le 26 avril
Jeudi 22 avril à 12 h 30
amphi 34 à l'Université Paris VII - M° Jussieu
Organisé par le Comité de Solidarité France-Brésil
(19 rue Jacob Paris 6e)
soutenu par l'intersyndicale du personnel

—— ● ——

Aujourd'hui en France des milliers de travailleurs affirment dans leur lutte la volonté d'en finir avec le capitalisme. Ils se posent de plus en plus la question d'un autre pouvoir : le pouvoir des ouvriers et des paysans, le socialisme. La section havraise du PCR (ml) organise à cet effet une réunion-débat le samedi 24 avril à 21 H, 44 rue Jules Lepenne au Havre.

Communiqué de la section havraise du PCR (ml)

Une réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple se tiendra le 23 avril 1976 à 21 H à la Maison de quartier de Mireuil. 17 000 La Rochelle

—— ● ——

Le collectif-Femmes s'est constitué autour d'un groupe de femmes de soldats actuellement victimes de la répression militaire. Il a d'abord publié une lettre ouverte pour appeler toutes les femmes concernées à briser le silence qui se fait autour de cette répression. Cette lettre se voulait un premier témoignage, et surtout un appel. Témoignage de ce que ces femmes ont découvert, individuellement puis ensemble :

- Qu'elles n'avaient aucun droit, que leurs questions, leurs demandes se heurtaient à l'hostilité et au silence.
- Que dans les prisons militaires, le droit de visite, de téléphoner, d'écrire parfois, reste à imposer.
- Que seules, elles ne pouvaient rien, mais qu'unies, tout était possible.

Depuis la publication de cette lettre, le collectif s'est élargi et a poursuivi son action. Aujourd'hui, il lance un appel à toutes les femmes concernées, solidaires :

- Pour que dans toutes les villes se constituent d'autres collectifs :

Pour rassembler les témoignages, organiser la solidarité, briser l'isolement.
Pour discuter collectivement de la façon dont l'armée traite les femmes.
Pour mettre en commun notre expérience du service militaire : l'attente permanente des permissions hypothétiques, la peur des accidents, de la répression, les difficultés pour s'organiser une vie autonome, et tout le reste, car il y a beaucoup à dire, et qui n'a jamais été dit.

Le Collectif-Femmes a de nombreux projets...

Pour le contacter : écrire :
Collectif-Femmes, 34 rue Vieille-du-Temple Paris 75 003

POUR UN DÉBAT SUR L'ÉCOLE ET L'ENSEIGNEMENT

Chers camarades,

Le Quotidien a déjà publié quelques lettres d'enseignants qui demandaient la possibilité d'échanges. Ne serait-il pas possible d'organiser avant les vacances une table ronde réunissant ceux que les problèmes de l'enseignement et de l'école intéressent ? Il ne s'agit pas du mouvement étudiant ni même lycéen, mais plutôt de l'école de la maternelle à la troisième. En réalité, l'école ne ressemble pas aux descriptions officielles. Il faut la connaître et elle est très mal connue. Il ne suffit pas par exemple de dire qu'elle est au service de la bourgeoisie et qu'elle n'offre pas beaucoup de «chances» aux enfants du peuple. C'est à partir de cette constatation que toutes les questions se posent... et sont loin d'être résolues.

- Comment les mécanismes de la sélection opèrent-ils ?
- Faut-il revendiquer des enseignements de soutien pour «égaliser les chances» et «combler les handicaps de départ» ? Est-ce un faux problème ?
- Faut-il revendiquer davantage d'enseignants et un budget d'éducation plus important ?
- Que penser des associations de parents d'élèves ? Comment mener la lutte en leur sein (CORNEC) ?
- Rôle des enseignants progressistes et révolutionnaires ? Sous quelles formes ?

En outre, si la santé ou le logement font partie de la vie quotidienne des masses, l'école aussi est un souci constant pour ceux qui ont des enfants. Et c'est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux mains des seuls enseignants. L'école distille chaque jour, ouvertement ou subtilement, le racisme, l'individualisme, l'arrivisme, le mépris des métiers manuels, l'esprit de soumission, etc. Toutes ces idées sont contraires aux intérêts des travailleurs. En ce sens, l'école aussi doit représenter pour eux un terrain de lutte.

Isolément, il n'est guère de famille ouvrière qui n'ait à se plaindre de l'école. Outre son coût excessif, elle déçoit tous les espoirs. On s'aperçoit vite que les enfants ne «suivent» pas, ou n'«aiment» pas l'école. Dans beaucoup de familles on se résigne en pensant que l'on n'est pas assez intelligent, que tout vient de là. Or, il est temps que les masses acquièrent un *jugement politique* sur l'école. Les ouvriers sont placés devant les professeurs comme devant un médecin : ils ne savent rien mais le spécialiste sait, qui rédige une ordonnance ou prononce une orientation. Après ça, il n'y a plus qu'à s'incliner devant des gens si intelligents. Si les ouvriers savaient ce qui souvent se dit de leurs enfants dans les conversations distinguées entre profs, ils perdraient les illusions qu'ils ont encore sur l'école.

Les masses sont en position défensive vis-à-vis de l'école et chacun en particulier se sent en situation d'infériorité devant cette dispensatrice de la Science et ses représentants. C'est une situation qui peut et doit se renverser. Le Quotidien aurait un rôle important à jouer en donnant la parole aux masses sur cette question (comme il l'a fait pour l'alimentation ou la santé) et en centralisant la réflexion.

Un enseignant de Charleville

Nous retenons ta proposition d'une table ronde sur les problèmes de l'école et de l'enseignement. Que tous ceux qui voudraient y apporter leur contribution nous écrivent.

GRANDES FETES POPULAIRES

ROUBAIX

SAMEDI 1er MAI DE 14 H A 22 H

178, RUE JULES GUESDES
48, RUE NABUCHODONOSOR

AVEC RAOUL DE GODEWARSVELDE
LES CLOWNS ET CRACHEURS DE FEU DU PRATO

LE RENOUVEAU DES LUTTES A ROUBAIX : HALTE AUX ATTEINTES AUX DROITS SYNDICAUX.
LIP, CE N'EST PAS FINI :

LA JUSTICE, NON LEUR JUSTICE :
Les mineurs de Liévin accusent les Houillères, avec des mineurs des puits 4 et 7 de l'U.P. de Lens.

POUR UNE SANTÉ AU SERVICE DU PEUPLE
A L'ALMA GARE... «Y EN A MARRE»

Ni chômeurs, ni cadres au service du capital, avec des étudiants du Campus d'Annapes.

Avec des militants des Commissions Ouvrières Espagnoles ; des représentants de la Résistance Palestinienne, membres de la GUPS ; des militants du MIR chilien, de l'UNECAS (Djibouti) ; avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara Occidental.

INTERVENTION D'UN MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE M-L

LYON

SAMEDI 1er MAI
de 17 h à 24 h

CENTRE PIERRE VALDO (rue P.Valdo) Lyon 5

- avec Los Chacos, la Carmagnole la Bamboche
- Carrefour sur les luttes ouvrières de la région
- Forum sur les luttes contre le chômage, des comités de quartier, d'unité populaire.
- INTERVENTION DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE m-l
- Projection de films
- Nombreux stands - Attractions diverses
- Danse
- Loisirs pour les enfants

téléphonez au quotidien

203-65-61
de 9h à 17h

JE M'ABONNE

Nom .....
Adresse .....
.....
Profession .....
.....

1 an : 300 F
6 mois : 150 F
3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Quotidien du Peuple
BP 225 — 75924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

SANTÉ

LES INTOXICATIONS ACCIDENTELLES (1)

Les empoisonnements par un produit ménager, pharmaceutique, agricole (insecticides, herbicides...) entraînent des troubles aigus pour environ 50 000 personnes par an en France, dont la moitié sont des enfants.

QUELS SONT LES PRODUITS LES PLUS DANGEREUX ?

C'est entre 1 et 5 ans que les intoxications sont les plus fréquentes chez l'enfant car il est plus sensible aux erreurs de dosage de médicaments et goûte volontiers à n'importe quel produit à portée de sa main, attiré par la nouveauté ou la coloration agréable.

Il peut avaler d'un coup, un médicament qui lui était destiné mais à petites doses : un sirop contre la toux contenant de la codéine par exemple qui lui causera de graves troubles respiratoires. Le plus souvent, il s'empare de médicaments destinés aux adultes qui sont responsables d'empoisonnements graves : les barbituriques, les tranquillisants, les médicaments destinés à ralentir ou accélérer le cœur.

C'est parfois en toute bonne foi que la maman applique l'ordonnance du médecin qui avait fait une erreur de dosage, ou associé deux médicaments dangereux et l'enfant est gravement intoxiqué de la même manière. Ainsi la théophilline, médicament contre l'asthme provoque des convulsions, voire un coma, lorsqu'elle est

donnée en quantité trop forte chez un enfant jeune.

Ainsi les gouttes auriculaires, contre l'otite contenant du bore (borate de....), données en nombre trop grand (plus de six gouttes par jour) provoquent une intoxication par le bore et des convulsions.

L'intoxicaton peut venir à la suite d'une augmentation des doses de médicaments devant une maladie qui s'aggrave chez un enfant ou un adulte.

Dans tous les cas, quelques règles simples permettent d'éviter ces dangers :
- ne pas laisser traîner de médicaments à la portée des enfants,
- ne pas encombrer la pharmacie familiale avec des produits périmés ou dangereux,
- ne pas augmenter les doses ou utiliser un produit inconnu sans avis médical,
- toujours insister et poser des questions au médecin qui rédige une ordonnance pour un enfant : il ne pèse que 10 kg, êtes-vous sûr que la dose n'est pas trop forte ?

Les enfants peuvent s'intéresser à un produit d'entretien, de nettoyage.

Si les produits antimites comme les boules de naphtaline n'ont pas d'effets trop sérieux, s'il arrive à l'enfant de les sucer, par contre les caustiques tels que l'eau de javel, le débouche lavabo ou le décape-four qui contiennent de la soude, les produits pour récurer les lavabos provoquent, lorsqu'ils sont avalés, des brûlures graves et un rétrécissement de tout le trajet digestif jusqu'à l'estomac.

Les savons, détergeants (genre produits lave-vaisselle) ne sont pas très toxiques le plus souvent.

Quant aux produits volatils (pétrole, éther, chloroforme) ils entraînent des troubles respiratoires, puis des convulsions. **(à suivre)**

TÉLÉVISION

Programme

JEUDI 15 AVRIL

TF 1
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - «L'homme d'Amsterdam» feuilleton
21 h 10 - L'évènement - magazine d'actualités
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 50 - Journal

A 2
18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres - jeu
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - «Le mariage invisible» - divertissement de J.Rouland
21 h 30 - Regards : R.Crevel poète du soleil noir
22 h 25 - Jazz à Nice
23 h 05 - Journal

FR 3
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 H
20 h 30 - Hollywood et ses nouveaux auteurs : «Un château en enfer», film américain de S.Pollack (1969)
22 h 10 - Journal

VENDREDI 23 AVRIL

TF1
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Au théâtre ce soir Arsenic et vieilles dentelles
22 h 15 - Lunatiques
22 h 45 - JOURNAL et fin

A2
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Comme du bon Pain (*Feuilleton*)
21 h 30 - Apostrophes
22 h 35 - JOURNAL
22 h 40 - Ciné-Club Pierre et Paul *Film français de R.Allio (1968)*
0 h 10 - Fin

FR3
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes Régionaux
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 h
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - America
22 h 20 - JOURNAL et fin

feuilleton HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :
Les rangers de Xam s'apprêtent à attaquer Hon Dat. Dans le village, la mère de Xam, Madame Ca Xoi apprend la nouvelle. Les crimes de son fils lui ont fait perdre la raison.

9e ÉPISODE

CA MY

Personne à Hon Dat ne lui en voulait. On la tenait pour une femme besogneuse, tandis que Xam et son père étaient des exploiteurs. Personne ne lui en voulait, mais elle ne se sentait pas à son aise. Car quoi qu'on dît, elle était la mère de Xam et son sang coulait dans les veines du monstre. Tel était le sujet de ses tourments.

Quant à Ca My, elle était catégorique. Elle ne se contentait pas de dire : «Je ne le reconnais pas pour mon frère !», elle le pensait réellement et tenait Xam pour un étranger qu'elle avait pris en aversion. Quand il leur rendait visite, elle ne lui adressait pas un mot. Elle sursautait, protestait véhémentement et se désolait si quelqu'un en parlant de Xam, venait à prononcer son nom à elle.

Il fallait voir comment elle s'était jetée au devant des militants, comment elle était venue à la révolution, dans les années sombres. Elle s'y était précipitée comme si le feu la pourchassait.

Maintenant elle était postulante à la Fédération de la Jeunesse. Depuis qu'elle était invitée aux réunions, elle se montrait de plus en plus zélée, toujours prête à n'importe quel travail, que ce soit la pose de traquenards ou le creusement de tranchées-abris. Elle aimait chanter et chantait assez bien. En l'écoutant interpréter de vieux airs, les personnes âgées se souvenaient avec mélancolie de ces nuits lointaines où elles piquaient à travers champs jusqu'à Soc Tung pour assister à ces spectacles dans lesquels Thach Kha et Ca Xoi tenaient les premiers rôles. Ca Xoi, elle, écoutait chaque fois avec les traits bouleversés et des larmes coulaient sur ses joues.

Elle avait commencé à boire le jour où son fils, en devenant un agent sanguinaire, lui avait brisé le cœur. Ce même cœur qui l'avait souhaité avant même qu'il eût été baptisé du nom de Xam.

Et cette nuit, comme d'habitude, Mme Ca Xoi buvait...

Une tasse à l'ordinaire. Mais aujourd'hui, elle ouvrit une deuxième bouteille et se versa une deuxième tasse qu'elle but lentement, et non plus en avalant.

Ca My penchée sur son travail, maugréa :
— Voilà que tu bois encore ! Ça suffit, je t'en prie, maman.

On entendit soudain des aboiement dans l'allée, puis une voix appeler en khmer (1) :
— Ca My es-tu là ?

La jeune fille reconnut la voix de son amie Quyen. Elle posa le sac inachevé et répondit en se levant :
— Oui, Oui !

Elle entrouvrit rapidement la porte et se faufila au dehors. Quyen lui prit la main. Accroupies sur le sol, les deux jeunes filles discutèrent à mi-voix. (...)

— Écoute-moi. S'ils viennent ici, nous devons non seulement les combattre avec nos pièges et nos grenades, mais engager aussi la lutte politique et venir en aide à nos partisans. Comme tu n'es pas brûlée, et que les soldats n'osent toucher à toi devant Xam, c'est à toi que revient la mission d'assurer la liaison et le ravitaillement.
— Je t'en prie, laisse-moi aller plutôt piéger les grenades, supplia Ca My.
— C'est déjà confié à d'autres.

Ca My prit un temps de réflexion, puis :
— Bon, c'est d'accord, dit-elle. Mais ça ne me dit rien de me trouver devant eux. C'est pénible tu sais !

Quyen entoura de ses bras les épaules de son amie, puis affectueusement :
— Personne ne trouve de goût à ça, dit-elle, mais puisque la révolution le veut... Ah ! écoute. Les nôtres te recommandent d'agir avec habileté, sans te laisser emporter par la colère. Il faut du sang-froid. Au besoin, parle-leur avec douceur, chante-leur même des romances... Voilà, tu as compris ce que tu as à faire. On compte sur toi, ma chère !

Ca My se mordit les lèvres et hocha énergiquement la tête. En lui disant au revoir, elle prit Quyen dans ses bras et lui donna de gros baisers sonores.

(à suivre)

(1) Madame Ca Xoi est d'origine Khmère.

ESPAGNE

LES POSITIONS DE TROIS ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES

POSITIONS TACTIQUES ET STRATÉGIQUES (3)

Pourquoi donner la parole aujourd'hui à des organisations qui toutes trois se réclament du marxisme-léninisme ? Parce qu'aujourd'hui, en Espagne, dans les affrontements de classe en cours, la démarcation claire entre positions réformistes ou révisionnistes et positions révolutionnaires est non seulement une nécessité objective de la lutte, mais une exigence perçue par les masses, une exigence qui mûrit et commence à se matérialiser. Parce que, face à cette situation, les marxistes-léninistes, moins que jamais, ne peuvent se contenter d'analyses générales, et que la question des choix tactiques, le problème des alliances et de la participation à des organismes unitaires se posent avec acuité.

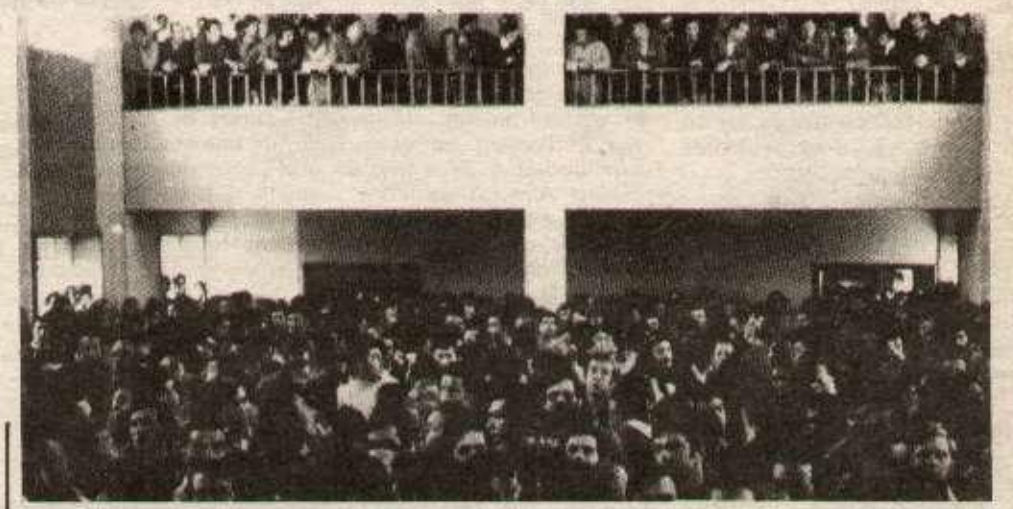
Mouvement Communiste

— Quel est précisément le rôle des révolutionnaires aujourd'hui et comment faites-vous le lien entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme ?

— Y compris au niveau des mots d'ordre les plus repris par les masses, tels que amnistie totale, liberté pour tous les démocrates, sans exclure aucun parti anti-franquiste, suppression du bloquage des salaires, statuts d'autonomie immédiats, la démarcation se fait avec les révisionnistes, parce que nous insistons sur le rôle déterminant des luttes, parce que nous avançons des mots d'ordre sans hésitation. De même, tout le travail pour la rupture démocratique, qui doit conduire les masses à abattre la monarchie de Juan Carlos et instaurer un Gouvernement Provisoire démocratique qui implante la liberté et convoque des élections libres, occupe une place déterminante.

Mais parallèlement à ces mots d'ordre démocratiques, en tant que révolutionnaires, nous poussons les masses à lutter pour une série de mesures qui signifieraient l'élimination radicale du fascisme et l'affaiblissement de l'Etat de la grande bourgeoisie : dissolution des polices politiques, jugement public et populaire des criminels et tortionnaires, épuration des corps d'armée. Pour que ces positions ne soient pas de pures déclarations de principe, notre parti essaie de les appliquer dans la lutte actuelle, par exemple, en exigeant la destitution et le châtiment de tel ou tel tortionnaire de la Garde Civile. Il est évident que sur tous ces points, les luttes de ce genre s'opposent de manière frontale à l'évolutionnisme comme aux réformistes et aux révisionnistes.

C'est à travers ces luttes et la propagande journalière que notre parti montre clairement l'impossibilité d'une démocratie réelle en système capitaliste. Au fur et à mesure que les masses s'empareront de ces mots d'ordre et que leurs luttes atteindront leurs objectifs, les mots d'ordre démocratiques seront peu à peu remplacés par d'autres susceptibles de mobiliser les masses et de les éduquer politiquement pour atteindre des objectifs supérieurs qui conduisent à la Révolution Socialiste, seule solution réelle aux problèmes de notre peuple.



Organisation Révolutionnaire des Travailleurs

— Quel lien faites-vous entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme ?

— Les masses exigent dans leurs luttes que se réalise l'union de tous les partis et organisations anti-fascistes, sans attendre quoi que ce soit de ce gouvernement ou d'un autre du pantin Juan Carlos.

Notre Parti considère qu'il est nécessaire de tracer une Alternative Démocratique et Unitaire qui sans hésitations et avec la présence des révolutionnaires obtienne les libertés les plus larges pour que le peuple, à travers ses organisations stables et indépendantes (Commissions Ouvrières, de quartiers) consolide les libertés arrachées à l'oligarchie et pose l'exigence d'une participation politique et économique chaque jour plus grande pour les masses.

Notre Parti considère que cette Alternative Démocratique et Unitaire doit impulser la lutte des masses et se baser sur elles et qu'ainsi, au cours du processus, les classes hésitantes verront que leurs problèmes ne peuvent se résoudre que si elles se placent résolument du côté du prolétariat, seule classe capable de mener la lutte jusqu'au bout contre l'ennemi principal, l'oligarchie-impérialisme. Ce processus ouvrira peu à peu le chemin pour la création du Front Démocratique Populaire comme étape intermédiaire pour arriver au socialisme avec la Dictature du Prolétariat.

Parti du Travail d'Espagne

— Quels liens faites-vous entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme dans la situation politique actuelle ?

— Aujourd'hui comme hier, la contradiction principale en Espagne est entre la bourgeoisie et le prolétariat. La différence entre la forme fasciste et la forme démocratique de la domination de la bourgeoisie est fonction du développement des luttes. En tout cas, c'est cette contradiction qui est présente dans la lutte de classes actuelle.

Dans la mesure où la bourgeoisie abandonne le camp de la lutte anti-fasciste, le peuple est en train de se rendre compte que la seule façon d'en finir avec le fascisme c'est sa propre lutte. La bourgeoisie ne peut être anti-fasciste de façon conséquente à cause de sa peur de la classe ouvrière. Seule la classe ouvrière est intéressée véritablement à la conquête des libertés démocratiques et est anti-fasciste de manière conséquente. Et le seul chemin, pour cette conquête, c'est celui de la lutte des masses, à la condition que le prolétariat en ait la direction.

Si dans le rapport de forces qui existe aujourd'hui, se faisait jour la possibilité d'un pacte qui évite des sacrifices au peuple, il se ferait à condition que se rétablissent toutes les libertés démocratiques, que des élections aient lieu permettant au peuple de choisir librement la forme de régime qu'il souhaite, et que la classe ouvrière ait des garanties sur ce processus. Un gouvernement provisoire, dans lequel la classe ouvrière ait un rôle privilégié. Un tel pacte serait un «sous-produit» de la Révolution ; car ce qui est à l'ordre du jour, c'est la Révolution Démocratique Populaire.

CAMBODGE

LE PRÉSIDENT KHIEU SAMPHAN A L'ASSEMBLÉE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

«Jamais les ouvriers et les paysans n'ont pu accéder ainsi au pouvoir !»

C'est aujourd'hui un jour de grand faste. (...)

Depuis des millénaires, jamais dans l'histoire de la nation et du peuple du Kampuchea, la classe ouvrière, les paysans et les travailleurs n'ont pu ainsi accéder au pouvoir. (...)

Aujourd'hui marque la fin définitive d'une époque ténébreuse faite de souffrances dues à l'exploitation exercée dans tous les domaines politique, militaire, économique, social, culturel par l'impérialisme. (...)

Notre peuple, particulièrement le peuple travailleur qui représente plus de 90 % de la population de la campagne et des villes, a beaucoup souffert de l'exploitation et a vécu dans la misère et la famine. C'est pourquoi il a de tout temps mené avec détermination et opiniatreté la lutte et a consenti des sacrifices immenses pour s'affranchir de la domination de l'impérialisme, du colonialisme et des diverses classes exploiteuses. (...)

L'ASSEMBLÉE DU PEUPLE

Aujourd'hui, alors que nous nous réunissons pour la première fois au sein de l'Assemblée des Représentants du Peuple du Kampuchea, nous mesurons toute l'ampleur des victoires remportées par nos ouvriers, nos paysans et notre Armée Révolutionnaire sous la direction clairvoyante de notre Organisation Révolutionnaire. (...)

Notre Assemblée n'est ni le résultat de manœuvres électorales, ni celui d'une soi-disant procédure légale ou d'une campagne de démagogie ou de propagande mensongère. Elle n'est pas non plus obtenue par les supplications et la soumission vis-à-vis de l'impérialisme, du colonialisme et des diverses classes exploiteuses. Notre Assemblée est bien issue du sang vermeil de nos ouvriers et de nos paysans qui, au cours des millénaires de leurs luttes successives, a coulé en flots de torrent et de rivière. (...)

Tant que nous restons toujours la chair et le sang de nos ouvriers, de nos paysans et de notre Armée Révolutionnaire, notre Assemblée ne deviendra pas une haute institution particulière coupée du peuple. (...)

MOBILISER LE PEUPLE

Quelles seront désormais les tâches qui incomberont à chacun de nous ? Fondamentalement, nos tâches consistent à appliquer de façon correcte, intégrale et constante dans toutes les parties, (...) la Constitution du Kampuchea Démocratique. Notre Constitution est (...) la base fondamentale sur laquelle se définit notre ligne de politique intérieure et extérieure dans tous les domaines politique, militaire, économique, social et culturel. (...)

En même temps, nous avons à assumer en qualité de représentants des ouvriers, des paysans et de l'Armée Révolutionnaire du Kampuchea un certain nombre d'autres tâches concrètes et immédiates à savoir : consolider et développer encore la grande union de la nation et du peuple tout entier, tenir constamment en éveil notre vigilance, notre souveraineté, notre intégrité territoriale dans nos frontières actuelles avec un sens élevé de responsabilité vis-à-vis de la nation, du peuple et de la révolution, consolider et développer encore la grande union de la nation et du peuple tout entier pour lancer des offensives sur tous les fronts de la production dans tous les domaines. (...)

Le Kampuchea Démocratique s'en tient à la politique d'indépendance, de paix, de neutralité, de non-alignement. En aucun cas, il ne permet à un pays étranger d'installer des bases militaires sur son territoire. Il s'oppose résolument à toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures. Il lutte résolument contre tous les actes subversifs et agressifs venant de l'extérieur. (...)